





LA Tête
DANS LES
NUANCES

Un balado de réflexions publiques
ANIMÉ PAR ROBERT AUBIN

Disponible sur | gazettemauricie.com |   

PRODUIT PAR

la gazette

PRÉSENTATEUR OFFICIEL

CAISSE D'ÉCONOMIE SOLIDAIRE

PARTENAIRE ÉVÉNEMENTIEL



GRATUIT

MENSUEL 15 000 EXEMPLAIRES

NOVEMBRE 2020 - VOLUME 35 - NUMÉRO 2

WWW.GAZETTEMAURICIE.COM

la gazette

DE LA MAURICIE

Média indépendant, sans but lucratif, au service du bien commun

ÉCONOMIE SOCIALE ET ÉGLISE

Un heureux mariage !

PAGE 20

DOSSIER SUR
L'ÉCONOMIE SOCIALE
PAGES 20 À 23



PHOTO : DOMINIC BÉRUBÉ

ÉCONOMIE

Démocratiser l'économie

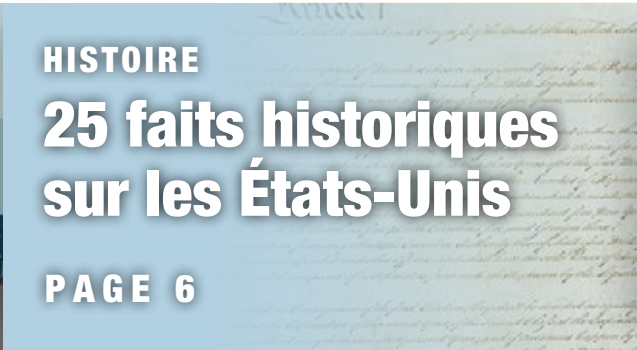
PAGE 2



HISTOIRE

25 faits historiques sur les États-Unis

PAGE 6



CULTURE

Éditer autrement

PAGE 9





Racisme : de l'avant à l'arrière-scène

Rien ne permet de définir scientifiquement la notion de race nous rappelle le Petit Robert. Sauf qu'il y a des évidences auxquelles on ne peut pas échapper. Certaines personnes sont donc plus souvent victimes de racisme que d'autres si on entend par là que la discrimination et l'hostilité manifestées à leur groupe d'appartenance sont sans commune mesure avec ce que subit la population en général.

RÉAL BOISVERT

Partant de là, force est d'admettre que les personnes à la peau noire ont payé et paient encore aujourd'hui plus que leur dû en matière de racisme. L'histoire des États-Unis est particulièrement éloquent à ce sujet. L'esclavage, la ségrégation, les exactions commises par le Ku Klux Klan, les discriminations de toutes sortes, etc, tout ça laisse des traces. Il suffit de consulter les statistiques américaines concernant l'emploi, la santé et la justice. Les inégalités tuent à grande échelle, insiste la communauté scientifique, notamment en se référant aux travaux de Michael Marmot.

Toujours à l'avant-scène, les conditions de vie qui prévalent dans plusieurs communautés autochtones ne sont pas particulièrement édifiantes. Le régime apparenté à l'Apartheid dans lequel vivent les Autochtones au Canada depuis 150 ans n'est pas étranger aux multiples problèmes de santé qui affectent plusieurs communautés. Fait à noter, il y a encore en 2020 un nombre significatif d'entre elles qui ont un accès restreint à l'eau potable.

Sur une note différente, petit détour en passant du côté de Sir Clifford Sifton, ministre de l'Intérieur du gouvernement canadien de 1896 à 1905. Ce dernier est connu pour avoir favorisé l'arrivée massive des immigrants en provenance de l'Europe de l'Est, de bien meilleurs colons selon lui pour les arides Prairies que les centaines de milliers de Canadiens français du Québec, forcés de s'exiler alors dans les filatures de coton de la Nouvelle-Angleterre. Le gouvernement du Canada n'a jamais levé le petit doigt pour stopper cette hémorragie. Dommage. Dans

le cas contraire, le Canada compterait probablement aujourd'hui deux provinces francophones à l'ouest de l'Ontario.

Cela étant, il existe une forme de racisme dont on n'entend jamais parler. Un racisme subtil, tout en sourdine, un racisme qui est probablement plus systémique que tous les autres racismes et que le sociologue Pierre Bourdieu désigne comme étant le racisme de l'intelligence. De quoi s'agit-il ?

Le racisme de l'intelligence est une forme de discrimination basée sur la supériorité intellectuelle. Cette discrimination se fait passer comme étant innée et naturelle. Elle confère des titres et des privilèges qui seraient obtenus grâce à la possession d'un esprit supérieur. En réalité il n'y a rien de naturel là-dedans. C'est tout simplement une question d'héritage. Ces titres et ces privilèges ont été décrochés par des gens qui partent avec une longueur d'avance ; des gens qui entrent et évoluent dans le système scolaire avec un capital culturel supérieur à la moyenne et qui s'en servent habilement pour s'emparer très vite des premières places.

Prenons le cas des facultés de médecine, la plus emblématique des situations où, sous l'apparence du fait que le talent ferait foi de tout, sont recrutés en surnombre les fils et les filles de bonne famille. Ces facultés sont fortement contingentées par des mesures protectionnistes, des mesures analogues au contrôle de l'immigration, une riposte contre l'encombrement et l'envahissement par le nombre nous dit Bourdieu. À la base du numerus clausus québécois, la fameuse Cote R. C'est elle qui décide des admissions dans les programmes les plus prestigieux.

Comment douter que cette cote place l'ensemble des étudiants sur un flagrant pied d'inégalité ? Car une bonne note ne s'obtient pas qu'en y mettant de la bonne volonté. La réalité c'est que parmi tous ceux qui sont de bonne volonté, il n'y en a pas beaucoup qui ne manquent de rien. Et ce sont ceux-là qui réussissent le mieux, à tout coup, en laissant il est vrai passer à l'occasion entre les mailles du filet plus ou moins d'élèves au parcours atypique.

On ne s'étonnera pas dans les circonstances que le Docteur Stanley Volant soit, pour sa communauté d'origine, l'exception qui confirme la règle alors que, pour les jeunes appartenant à des milieux favorisés, la norme minimale est l'accès aux études universitaires.

Le racisme de l'intelligence a encore ici chez nous de beaux jours devant lui. Il suffit de voir à quel point la ségrégation des élèves, selon qu'ils fréquentent l'école privée, les établissements à vocation particulière ou les classes régulières, reproduit admirablement bien, sous le couvert d'une méritocratie de façade, les inégalités de conditions de ceux et celles qui fréquentent le système scolaire. En cassant cette dynamique, en revenant au principe d'une école mixte, universelle, égalitaire et portée en tout temps par la réflexion et l'esprit critique, on serait peut-être étonné de voir à quel point le racisme ne fait pas long feu dans un tel contexte. 

SOURCES DISPONIBLES sur notre site gazettemauricie.com

BORIS



RÉPONSES DES MOTS CROISÉS : HORIZONTALEMENT : 1 PHILADELPHIE, 3 JELLYOUN, 8 ALTE, 11 BORNES, 12 CRIMINOLOGIE, 14 OBOMAWIN, 15 UNILATÉRALISME, 16 COMPASSION, 17 AUTONOME. VERTICALEMENT : 2 ALLEGORIE, 4 FINANCIARISATION, 5 ÉCOBLANCHIMENT, 6 RABIBOCHER, 7 MEMBRARIAT, 9 AUTOÉDITION, 10 MÉRITOCRATIE, 13 MASKINONGÉ.

CHIFFRE DU MOIS
74 %
des Canadien.nes souhaitent que leur gouvernement exprime son opposition à l'annexion de parties du territoire palestinien par Israël.

Source : Sondage EKOS – Juin 2020



SOMMAIRE

NOVEMBRE 2020
OPINION – PAGE 2
SOCIÉTÉ – PAGE 3
ÉCONOMIE – PAGE 4
ENVIRONNEMENT – PAGE 5
HISTOIRE – PAGE 6
PROCHE EN TOUT TEMPS – PAGE 6
CULTURE – PAGES 8 À 10
INTERNATIONAL – PAGE 11
GRANDS ENJEUX – PAGES 12-13
CITOYENS DU MONDE ET DE CHEZ NOUS – PAGES 16-17
DOSSIER SUR L'ÉCONOMIE SOCIALE – PAGES 19 À 23
LA TÊTE DANS LES NUANCES – PAGE 24
MÉDIA PARTENAIRE – PAGE 25
ÉDUCATION AUX MÉDIAS – PAGE 27
MOTS CROISÉS – PAGE 27

lagazette
de la Mauricie

942, rue Ste-Geneviève, Trois-Rivières QC G9A 3X6
Courriel : info@gazettemauricie.com
Tél.: 819 841-4135

DISTRIBUTION CERTIFIÉE

La Gazette de la Mauricie est publiée par une corporation sans but lucratif soucieuse de produire une information de qualité faisant la promotion du développement intégral des personnes et de leurs collectivités. La Gazette de la Mauricie n'est reliée à aucun groupe ou parti politique. La Gazette de la Mauricie reconnaît le soutien que lui offre le ministère de la Culture et des Communications du Québec via son programme de soutien aux médias communautaires.

 www.gazettemauricie.com
 facebook.com/lagazettedelamauricie
 @GazetteMauricie

AMECQ
ASSOCIATION DES MÉDIAS ÉCRITS
COMMUNAUTAIRES DU QUÉBEC

Président : Louis-Serge Gill
Directeur : Steven Roy Cullen
Rédacteur en chef : Alex Dorval
Correctrices : Diane Vermette, Mireille Pilotto
Conception graphique et infographie : Martin Rinfret
ISSN : 1717-2179

Québec 

Pour plus de contenu, visitez-nous
au gazettemauricie.com

lagazette
DE LA MAURICIE

RÉFLÉCHIR LA GAUCHE

Le match des luttes sociales



« Il faut refuser de considérer le combat politique comme une joute sportive. Les forces de gauche et de droite d’aujourd’hui ne se font pas face. La droite domine la gauche, c’est en surplomb qu’elle ordonne les frontières du débat, à un tel point que les progressistes adhèrent en partie et inconsciemment aux dogmes économiques du néolibéralisme. » - “Le champ gauche”, À Bâbord, Numéro 85, Automne 2020 - Marc-André Cyr, Historien politique.

ALEX DORVAL

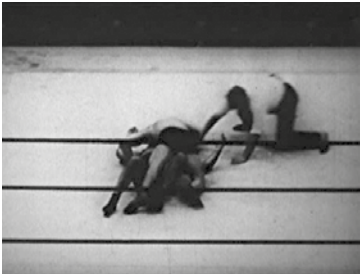
Cet extrait de l'article de l'historien politique Marc-André Cyr provient d'un mini-dossier sur la rectitude politique, publié dans la plus récente parution de la revue sociale et politique À bâbord.

DISSENSION AU SEIN DES VOIX PROGRESSISTES

Il ne date pas d’hier que les luttes progressistes soient elles-mêmes le théâtre de luttes intestines où les militant.es se donnent la réplique dans une joute qui prend souvent la forme d’un dialogue de sourds. Par conséquent, le clivage qui opère présentement entre la gauche de tradition socialiste et la « nouvelle gauche », principalement préoccupée par les enjeux identitaires, est à cet égard symptomatique d’un glissement de terrain de l’axe gauche-droite – opprimés contre oppresseurs -, de la montée des positions radicales, alimentées elles-mêmes par l’ultrapartisanerie politique dans le contexte de la globalisation.

LE TORSÉ BOMBÉ

Mais gardons en tête, comme Cyr le souligne, qu’aujourd’hui, « les forces de droite et de gauche ne se sont font pas face. La droite domine la gauche ». Chacun sur ses gardes et prêts à tout instant à décocher un gazouillis frondeur, les leaders politiques de par le monde sont entrés



« Il faut refuser de considérer le combat politique comme une joute sportive. Les forces de gauche et de droite d’aujourd’hui ne se font pas face. La droite domine la gauche, c’est en surplomb qu’elle ordonne les frontières du débat » - Marc-André Cyr – Historien politique

depuis plus d’une décennie dans une guerre ouverte qui n’a plus rien d’assimilable à la nature d’un débat.

De fait, la politique ultrapartisan prend de plus en plus les apparences d’un match de lutte de la World Wrestling Entertainment (WWE). Dans l’ignorance la plus profonde (double ignorance), par la naïveté la plus pure, ou encore par une quelconque forme maligne de plaisir inconscient, on pourrait croire que tout ce spectacle n’est pas scénarisé. On pourrait aussi croire que celui qui a les plus gros bras, les meilleures répliques et la personnalité la plus forte aura gagné, simplement parce qu’il a travaillé fort, parce qu’il le mérite. C’est cette image du lutteur au torse bombé, qui vient en tête lorsqu’on tente de mettre une image sur le concept de la méritocratie, idéologie incarnée et de plus en plus assumée par une « droite décomplexée ».

QUELLE TÊTE COUPER ?

L’allégorie de l’arène de lutte sportive s’arrête toutefois là. Les luttes sociales et politiques, bien qu’elles fassent l’objet de stratagèmes, ne sont pas « toutes écrites d’avance ». Pas plus qu’elles ne témoignent de l’existence d’une quelconque société secrète conspirant à dominer la population mondiale en imposant une sorte de récit fataliste signalant la fin de toutes les libertés individuelles. Il serait si simple de personnifier le mal à la façon d’un vilain de la WWE. Si on pouvait donner un visage unique à l’oppression des peuples, on aurait déjà une bonne idée de la tête à couper. Mais la réalité est malheureusement beaucoup plus complexe.

LE DIALOGUE DE SOURDS

Les invectives idéologiques des groupes politiques et partisans se trouvent amplifiées par le phénomène de convergence d’intérêts attribuable en bonne partie aux algorithmes et à la façon dont nous absorbons ou réfléchissons le contenu sociopolitique des réseaux sociaux. On peut toutefois rester à l’extérieur de la chambre d’écho et en ressentir tout de même les effets

secondaires, au point de participer à leur propagation : polarisation du contenu des grands médias conventionnels, diminution des espaces de réflexions publiques, difficulté à débattre avec son entourage sans que chacun et chacune se braquent dans son opinion.

UNE GUERRE CULTURELLE

En réaction à la droite « décomplexée » qui affirme sa supériorité et par conséquent déclare ouverte une forme de « guerre culturelle », une nouvelle gauche se bombe le torse et saute dans l’arène ! Cette nouvelle gauche, comme le fait remarquer Cyr, s’attaque en bloc à toutes formes d’injustice : « sexisme, racisme [...] homophobie, transphobie, capacitisme, grossophobie, anthropocentrisme[...] »

À TOUTES LES INJUSTICES, OU PRESQUE...

En se référant aux écrits du sociologue Thomas Frank (Pourquoi les pauvres votent à droite, Paris, Agone, 2008), Cyr soutient que cette « guerre a déplacé la division entre les riches et les pauvres pour qu’elle recoupe désormais l’élite et le peuple ». Un déplacement du débat orchestré par la droite – non sans l’apport de la « gauche libérale » - pour « gommer les rapports de force, les renverser dans les esprits afin que la population continue de s’identifier à ses dirigeants », ajoute-t-il. Et la nouvelle gauche, qui se targue d’être de tous les combats, serait en quelque sorte tombée dans le panneau de la personnification du débat, cherchant davantage à s’attaquer aux citoyens ordinaires et à l’élite intellectuelle, aux artistes et aux professeurs universitaires plutôt qu’aux accapareurs de richesse et de pouvoir. Au lieu de s’attaquer à ceux et celles qui utilisent sciemment leurs privilèges et pouvoir à des fins d’oppression.

« En négligeant l’économie et la lutte des classes, la nouvelle gauche cadre ainsi parfaitement son discours à l’intérieur de la guerre culturelle déclarée par la droite. Alors que cette dernière se targue de défendre le peuple "ordinaire" face à l’élite intellectuelle



La politique ultrapartisan prend de plus en plus les apparences d'un match de lutte de la World Wrestling Entertainment (WWE).

progressiste, la gauche réplique que ce peuple est en fait porteur de sexisme et de racisme [...] Aucune identité émancipatrice collective n’est considérée... » - Marc-André St-Cyr,

INTÉGRER LA LUTTE DES CLASSES

Cette nouvelle gauche ne devrait-elle pas intégrer la lutte des classes à son champ d’action en s’attaquant principalement aux riches classes dirigeantes et aux structures hiérarchiques du pouvoir ? Elle pourrait ainsi dépasser le cadre de la politique de « reconnaissance symbolique » de la gauche libérale :

« Il pleure sur le sort des minorités tout en laissant intactes les structures sociales qui reproduisent leur domination. », fait valoir Cyr au sujet du premier ministre Justin Trudeau.

L’instrumentalisation politique des positions identitaires ne justifie-t-elle pas que nous recentrions le débat au sein de la société civile - de nos médias et de nos universités entre autres - afin de passer au tamis ces idéologies cristallisées et d’en extraire que ce qui peut être matière à réflexion ?

Les luttes sociales, bien qu’elles n’aient rien à voir avec les matchs de luttes de la WWE, doivent être reconnues comme des luttes à part entière,

c’est-à-dire comme des combats, dirigés contre des inégalités atroces perpétuées encore aujourd’hui par le maintien des structures et politiques de domination imposées par les classes dirigeantes, et non pas comme une simple « reconnaissance symbolique » de bévues qui seraient maintenant choses du passé.

Au sujet de cette nouvelle gauche, Cyr insiste : « En phase avec la guerre culturelle, ce qui lui manque, c’est la dialectique la raccordant à l’économie. Sans cette mise en relation, la lutte identitaire reste strictement formelle [...] à l’inverse, une lutte strictement économique serait elle aussi abstraite puisqu’elle laisserait de côté les modalités concrètes permettant aux inégalités de se reproduire. L’économie vient donc lier entre elles les différentes luttes. Elle appelle à fédérer les particularités pour viser le dépassement, non seulement de l’économie capitaliste, mais de toutes les oppressions. »

N’est-ce pas là d’ailleurs l’essence d’une lutte sociale inclusive et émancipatrice ?

SOURCES DISPONIBLES sur notre site gazetteauricie.com

LE TROU DU DIABLE

EST FIER D'ENCOURAGER L'INFORMATION LOCALE

LA GAZETTE DE LA MAURICIE • 3



Démocratiser l'économie

À tous les 7 ans en moyenne, notre monde est frappé par une crise économique. La plupart du temps, l'origine de ces crises se trouve dans les excès du capitalisme, basé sur un modèle de financiarisation de l'économie. Dans ce modèle, qualifié d'économie néolibérale, les entreprises sont soumises au dictat des marchés financiers, qui exigent une part toujours plus grande des profits, soit en versant plus de dividendes aux actionnaires et en rachetant leurs propres actions en bourse afin de mousser leur valeur. Ce modèle pousse donc les entreprises à serrer la vis toujours plus fortement afin de répondre aux pressions des marchés financiers. Au final, des centaines de millions de personnes voient leurs conditions de travail et salariales se dégrader, provoquant l'élargissement des écarts de revenu et de richesse qu'on observe depuis une vingtaine d'années. Que faire pour changer cette trajectoire de l'économie ?

ALAIN DUMAS

En effet, le constat est accablant : la concentration de la richesse est revenue aux sommets atteints au début du XX^e siècle. Qui dit concentration de la richesse, dit concentration du pouvoir économique et, en conséquence, un déficit démocratique accru.

Une telle évolution n'est pas étrangère au détournement du sens de l'économie. Si à l'origine, l'économie (du grec «oikos nomos») était un moyen

qui consistait à utiliser au mieux les ressources de la terre pour mieux répondre aux besoins de tous, l'économie est devenue une fin en soi, basée sur la maximisation du profit et de la consommation. Une telle vision a des conséquences néfastes non seulement sur le plan social mais aussi écologique.

EST-IL POSSIBLE DE DÉVELOPPER L'ÉCONOMIE AUTREMENT ?

Devant un tel constat, il va sans dire que l'autre économie se doit d'être plus sociale et plus écologiste. Pour ce

faire, l'État doit mieux réguler l'économie et accroître la redistribution des revenus. Par ailleurs, une plus grande place doit être accordée aux initiatives locales fondées sur la démocratie directe.

Par exemple en Allemagne, la moitié des membres du conseil d'administration des entreprises sont des travailleurs salariés. Dans les pays scandinaves et au Danemark, on privilégie la généralisation des syndicats comme contre-pouvoir au sein des entreprises.

Enfin, les entreprises d'économie sociale, telles les coopératives et les organismes à but non lucratif (OBNL), s'inscrivent dans cette perspective, car leurs membres exercent un contrôle démocratique sur l'activité de l'entreprise. La notion de profit individuel a cédé la place à l'enrichissement des membres et des communautés desservies, en leur offrant des services ou des produits de proximité.

Les coopératives ont un taux de survie de 44 % après 10 ans d'existence, comparativement à 19,5 % pour les entreprises en général.*

L'économie sociale permet donc d'améliorer les conditions socio-économiques des personnes, non seulement en créant des milliers d'emplois plus stables*, mais aussi en comblant de nombreux besoins réels (centres de la petite enfance, aide à domicile, tourisme de proximité, culture, médias, environnement, etc.).

La démocratisation de l'économie est sans doute la voie de sortie de la crise actuelle la plus appropriée, étant donné la résurgence des inégalités et le triste bilan écologique de notre planète. On observe que le développement de l'économie sociale est associé à des activités moins dévastatrices de l'environnement et plus porteuse tout en étant un gage de développement local. 📍

SOURCES DISPONIBLES sur notre site gazettemauricie.com

ÉCONOMIE SOCIALE

ET LE GAGNANT EST ...?

La Corporation de Transports collectifs de la MRC de Maskinongé

C'est lors de la 32^e Soirée des Sommets de la Chambre de commerce et d'industrie de la MRC de Maskinongé, en septembre dernier, que la magie se produit. La magie d'une soirée peu banale, 2020 oblige, remplie d'effervescence et d'excellence.

MARJOLAINE CLOUTIER

PÔLE D'ÉCONOMIE SOCIALE MAURICIE

Mais surtout, c'est la soirée de reconnaissance, oh combien méritée, pour un organisme bien connu et reconnu

dans la région, au Québec et de plus en plus hors Québec.

En plus du prix d'entreprise d'économie sociale ou organisme décerné par le Pôle d'économie sociale de la Mauricie, La Corporation des transports collectifs de la MRC de

Maskinongé se voit aussi remettre le prestigieux prix : Entreprise de l'année, prix présenté par Desjardins entreprises.

Mais en fait la magie n'a pas grand-chose à y voir ici à part que maintenant, même si c'est encore discret, des entreprises d'économie sociale commencent à avoir accès à ce genre d'honneur, au même titre que leurs concurrents du privé. Parce que l'excellence ne se mesure pas en forme juridique, il était temps que ça se passe. On peut penser, par exemple, au Temps d'une pinte, reconnue comme entreprise de l'année au Gala Édis de la Jeune Chambre de la Mauricie en 2019.

MAIS REVENONS À NOS MOUTONS, OU PLUTÔT À NOS TRANSPORTS
Qui ne connaît pas la CTCM en Mauricie ?

Étant à sa 16^e année d'opération, on parle de près de 100 000 déplacements juste pour l'année 2019.

Que ce soit pour le travail, la formation, des soins de santé ou des loisirs, le service de transports collectifs accompagne son monde jour après jour sur les routes du territoire, et ce, sans avoir aucun véhicule à son actif.

Pour Geneviève Scott-Lafontaine, directrice générale de la Chambre de commerce et d'industrie de la MRC de Maskinongé, il était tout naturel de décerner ce prix à la CTCM.

**Saviez-vous que :
trois entreprises collectives sur quatre s'adressent avant tout à une clientèle de proximité ?**

est toujours au centre de nos préoccupations. On va jusqu'à appeler l'hôpital, par exemple, pour changer un rendez-vous, parce que pour nous, la clef, c'est de s'adapter. On connaît les différentes réalités que vivent nos usagers. On est aussi proactif et c'est probablement ce qui fait notre force », précise madame Bellerose.

La directrice de l'organisme est également très impliquée au sein de l'Association des transports collectifs ruraux du Québec (ATCRQ), toujours prête à partager son expertise et faire avancer la cause du transport collectif au niveau national.

La Corporation de transports collectifs de la MRC de Maskinongé, c'est aussi une équipe de travail dynamique et soudée. Sept employés dévoués à la mission et une sympathique mascotte qui répond au nom de Partout.

Vous habitez l'une des dix-sept municipalités de la MRC de Maskinongé ? Que vous soyez étudiant, travailleur, retraité ou que vous ayez tout simplement besoin d'un transport de façon ponctuelle, vous pouvez en TOUT temps, ou presque, compter sur le Service de Transports collectifs.

Réservez votre parcours directement sur le site web ou par téléphone : 819 840-0603 ou si vous croisez la mascotte Partout, n'hésitez pas à entamer la discussion. Il n'est pas jasant, mais fait preuve de beaucoup d'écoute ! Bonne route ! 📍



L'équipe de Transports collectifs de la MRC de Maskinongé. À l'arrière : Sylvie Massicotte, commis-comptable, Meggy Rivard, agente de liaison, Myriam Poulain, réceptionniste et Partout, ambassadeur. À l'avant : Annik Carle, adjointe à la direction, Valérie Bellerose, directrice générale. Absents sur la photo : Sabryna Cournoyer, répartitrice, Louis-Maxim Toutant, représentant marketing.

Le Pôle d'économie sociale de la Mauricie est une organisation entièrement vouée au développement de l'économie sociale. Il favorise la concertation entre les différents acteurs de son milieu et soutient la création des conditions favorables à ce modèle entrepreneurial de développement. Il participe ainsi à la vitalité et à la diversification économique du territoire.



Pôle d'économie sociale de la Mauricie



Travailler moins, une nécessité écologique

Outre l'amélioration de la santé et du bien-être des travailleurs, la lutte contre le changement climatique est une autre raison pour laquelle nous devrions tous travailler moins.

STÉPHANIE DUFRESNE

Dans l'Antiquité, les Grecs considéraient le travail comme étant

vulgaire, puisqu'il diminuait le temps disponible pour servir la communauté et cultiver les relations humaines. Ils étaient

d'avis que le temps consacré au loisir était très productif, puisqu'il servait à réfléchir, à s'éduquer, à se développer et à se réaliser.

Aujourd'hui, les rôles entre loisir et travail se sont inversés : le travail est devenu l'activité productive et le loisir n'a plus pour but que de nous permettre de récupérer des forces avant de nous remettre à l'ouvrage.

Les progrès technologiques qui ont accompagné l'industrialisation auraient normalement dû s'accompagner d'une diminution des heures de travail requises pour satisfaire les besoins essentiels. Ce qui se passe est pourtant tout le contraire : les besoins non essentiels se sont multipliés, avec comme résultat une production qui dépasse la capacité limite des écosystèmes et une population qui travaille encore autant et consomme plus que jamais.

PLUS ON TRAVAILLE, PLUS ON POLLUE

Le rythme effréné de la semaine de travail à temps plein a un impact direct sur l'empreinte environnementale des individus. Généralement, plus on travaille, plus on consomme de l'énergie et moins on consacre de temps aux activités productives non rémunérées comme la cuisine, le ménage, le jardinage ou les soins aux enfants et aux proches. Peinant à se dégager du temps libre, les travailleurs surchargés ont plus facilement recours à des biens et des services à forte empreinte écologique. Un cercle vicieux et inutile, souvent vécu dans un état de stress et d'anxiété lié au travail. Il y a lieu de se demander comment cet esclavage moderne est devenu souhaitable.

Le grand confinement est venu confirmer l'hypothèse selon laquelle moins travailler permet d'adopter un mode de vie plus écologique. À preuve, les émissions globales de gaz à effet de serre ont drastiquement baissé lors du confinement, pour remonter dès le début de la reprise.

Par ailleurs, en se questionnant à savoir à quoi sert tout ce travail, on arrive vite à la conclusion qu'il sert principalement à produire toujours plus, ce qui, en somme, cause la crise environnementale. Les changements climatiques témoignent clairement du caractère mortifère de cet idéal productiviste.

LA SEMAINE DE 9 HEURES

Il apparaît aujourd'hui évident que les technologies, aussi « vertes » soient-elles, ne permettront pas la colossale réduction

des émissions nécessaire pour limiter les dégâts climatiques. Si nous voulons réduire l'empreinte carbone globale et éviter les effondrements écologiques et sociaux, nous devons nécessairement réduire l'activité économique dans son ensemble. Cela passe par une réduction significative du temps de travail puisque la production y est directement associée.

Une étude d'un groupe de réflexion européen, titrée « Les limites écologiques du travail » (en anglais) et réalisée l'an dernier, arrive à la conclusion que les Britanniques ne devraient pas travailler plus de 9 heures par semaine si l'État veut réussir à atteindre ses objectifs de réduction des gaz à effet de serre et éviter un réchauffement climatique de plus de 2°C. Les calculs de ces chercheurs concluent de la même manière à une semaine de travail de 6 heures pour les Allemands et de 12 heures pour les Suédois. Nous présumons que ce n'est pas très différent au Canada.

LA PLACE DU TRAVAIL DANS LA NOUVELLE NORMALITÉ

À l'heure où l'adaptation au contexte de la pandémie mondiale multiplie les occasions de créer de nouveaux leviers pour la transition écologique et sociale, la question se pose : est-ce que la semaine de 40 heures devrait faire partie de la nouvelle normalité ?

Sur le plan individuel, ils sont de plus en plus nombreux à ne plus accepter un mode de vie qui exige de passer toutes ses heures éveillées au travail. Lorsque le choix leur est offert, ces individus plañonnent volontairement leur revenu afin de vivre plus simplement et se dégager du temps. Toutefois, sur le plan collectif, une réflexion de fond s'impose. Les employeurs sont encore réticents à offrir des postes à temps partiel et les gouvernements nourrissent encore l'illusion d'une croissance verte, reposant sur la force de travail.

Aujourd'hui, l'idéologie de la juste mesure demeure à contre-courant de la pensée dominante et se heurte au dogme du productivisme. Il importe de se souvenir qu'il n'en a pas toujours été ainsi. Les Grecs anciens seraient sans doute choqués devant les soi-disant progrès de l'humanité. 9

SOURCES DISPONIBLES sur notre site gazettemauricie.com



Le grand confinement est venu confirmer l'hypothèse selon laquelle moins travailler permet d'adopter un mode de vie plus écologique.

TRUDEAU
LANDRY

AVEC JÉRÔME LANDRY ET JONATHAN TRUDEAU

10 h

106.9
MAURICIE

cogeco
MEDIA

LA GAZETTE DE LA MAURICIE • 5

25 faits historiques sur les États-Unis*



Le gagnant de la présente élection du 46^e président des États-Unis aura la tâche d’améliorer la vie des gens, de préserver la sécurité de la nation et de forger l’unité du pays. Au-delà de la qualité discutable des candidats, il importe de rappeler quelques éléments fondamentaux dans l’histoire de notre voisin du sud afin de mieux en saisir les valeurs.

JEAN-FRANÇOIS VEILLEUX

AUX ORIGINES DU PAYS DE LA LIBERTÉ

Nés de la volonté d’indépendance politique des treize colonies anglaises en sol américain, les États-Unis sont le premier pays à s’émanciper d’un empire colonial. Venus en Amérique afin de faire fortune ou pour fuir les persécutions religieuses en Angleterre (c’est le cas des Puritains), les colons réussissent à créer un nouveau pays par une véritable révolution, qu’on appelle la Guerre d’indépendance (1775-1783). Les mots « démocratie » ou « nation/national » sont absents : on veut une république américaine.

Au contraire de la Révolution française de 1789, plutôt idéologique, celle des États-Unis est dite « pragmatique ». La tyrannie, la corruption et le complot sont au centre du débat. On tente d’établir en Amérique une nouvelle Angleterre purifiée à partir de communautés paradoxalement issues de religieux et de marginaux en exil. Pour donner plus de crédibilité au gouvernement central de l’Union, une constitution est officialisée le 17 septembre 1787 à Philadelphie, la première capitale du nouvel État. On la doit à 55 hommes blancs, presque tous très riches, dont 19 possèdent des esclaves. Exemple : le principal rédacteur de la Déclaration d’indépendance (1776), Thomas Jefferson, avait 200 esclaves en 1784.

Trois quarts de siècle plus tard, c’est sur le thème de l’esclavage qu’éclate la guerre de Sécession (1861-1865)

entre le Nord et le Sud du pays, où se trouvaient quatre millions d’esclaves, soit le tiers de la population du Sud. Abraham Lincoln, alors chef du Parti républicain (fondé en 1854), ne fait pas la guerre pour émanciper les esclaves, mais plutôt pour détruire le pouvoir des esclavagistes, appuyés officiellement par certaines élites britanniques et françaises. Dans la politique interne, il s’oppose au Parti démocrate, fondé par Andrew Jackson en 1828, qui défend l’esclavagisme et les droits individuels. Plus de soldats états-uniens périront durant cette seule guerre (civile) que dans toute l’histoire militaire et belliqueuse des États-Unis : on parle de 620 000 morts et 200 000 mutilés.

UNE RELATION AMOUR/HAINE

Le 26 octobre 1774, le Congrès américain invite les habitants du Québec à se joindre à sa révolution. Au printemps 1776, le Québec refuse l’appel du célèbre homme politique, scientifique et diplomate Benjamin Franklin, alors à Montréal au nom du Congrès général tenu à Philadelphie, pour qu’on forme le 14^e territoire des futurs États-Unis d’Amérique.

À la suite de l’adoption par Londres de l’Acte d’union (1840), qui force la fusion entre le Bas-Canada (Québec) et le Haut-Canada (Ontario), et de l’incendie à Montréal du parlement du Canada-Uni, le 25 avril 1849, c’est tout un mouvement annexionniste qui se met aussitôt en branle au Québec, mais il sera plutôt de courte durée. À cette époque, une partie de la population, des francophones mais



Une constitution est officialisée le 17 septembre 1787 à Philadelphie, la première capitale du nouvel État.



surtout des marchands anglais, aurait préféré se joindre au système républicain des États-Unis au lieu de continuer à subir la domination de la monarchie britannique. Le carnage de la révolution des Patriotes de 1837-38

était frais dans les esprits. Ce mouvement dura environ jusqu’après la Confédération de 1867, mais ceci est une autre histoire.

Même si les États-Unis ont envahi deux fois le Canada britannique afin de le conquérir, notamment en franchissant les frontières du Québec en 1775 et en 1812, nous avons toujours résisté à l’envahisseur. C’est par un traité signé en octobre 1818 qu’est fixée la ligne du 49^e parallèle nord qui sépare les deux patries. C’est la plus longue frontière du monde entre deux peuples et 90 % de la population canadienne vit à moins de 200 km de cette limite.

LES GENDARMES DU MONDE

Défendant une politique d’unilatéralisme, les États-Unis vont s’imposer un peu partout dans le monde par des interventions à des fins prétendument démocratiques ou pour

défendre de jeunes républiques. Pour ce faire, ils s’appuient souvent sur des régimes tyranniques locaux (Nicaragua, Honduras, Guatemala) ou bien ils chassent des gouvernements socialistes élus démocratiquement, comme celui de Salvador Allende le 11 septembre 1973 au Chili. Pour en savoir davantage, il faut lire *Le livre noir des États-Unis* (2002) de Peter Scowen.

Une étude étonnante a également démontré que les États-Unis ont été en guerre 91 % du temps depuis 1776. De ses 244 années d’existence, ce pays n’en aura connu que 21 en paix...

*Une version longue est disponible sur notre site gazettemauricie.com. 9

SOURCES DISPONIBLES sur notre site gazettemauricie.com

9 PROCHE EN TOUT TEMPS

Être à bout de souffle... et l’assumer



Accompagner une personne âgée vivant avec un problème de santé mentale, c’est souvent une source de stress. Ce n’est pas la personne elle-même qui est source de stress : c’est la situation et tout ce qu’elle implique. Qu’on aime la personne, qu’on veuille son bonheur, qu’on soit prêt à lui consacrer beaucoup de temps n’y change pas grand-chose : l’inquiétude est là et parfois, avec la fatigue et le stress, notre tolérance diminue. Il est fréquent de développer du ressentiment, d’éprouver de la colère envers notre proche, malgré toute la bonne volonté dont on fait preuve.

MARIANNE CORNU

COLLABORATRICE DU PROJET PROCHE EN TOUT TEMPS

UNE DÉTRESSE TROIS FOIS PLUS ÉLEVÉE

Il est scientifiquement démontré que la détresse chez les membres de

l’entourage de personnes ayant un problème de santé mentale est trois fois plus élevée que dans la population en général. Avec l’actuelle pandémie, le risque d’épuisement est amplifié. La professeure-chercheuse Mélissa Généreux, de la Faculté de médecine et des sciences de la santé à l’Université de Sherbrooke, souligne que « ce

que l’on constate aujourd’hui, c’est que les niveaux de dépression et d’anxiété au Québec sont actuellement considérablement plus élevés que ce qui était observé en pré-pandémie ».

La personne atteinte d’un problème de santé mentale est aussi plus à risque de voir ses symptômes aggravés par la pandémie. Par exemple, chez les personnes vivant avec la schizophrénie, le confinement et les mesures de distanciation peuvent favoriser la perception d’une hostilité chez l’autre, ou l’impression d’être persécuté.

N’est-il pas normal, considérant tout cela, de se sentir à bout de souffle, épuisé, en tant que membre de l’entourage, en tant qu’aidant, mais aussi comme individu?

L’ÉPUISEMENT PAR COMPASSION

Madeleine Fortier, auteure du livre *Usure de compassion*, définit ce concept comme étant une volonté de prendre sur soi la souffrance de l’autre, une sympathie, une identification qui peut se produire lorsqu’on est très engagé dans notre rôle d’aidant.

Qu’on aide par choix ou qu’on se sente obligé de le faire, on se dit souvent qu’on est capable, qu’on est fatigué

certes, mais qu’on peut y arriver, qu’on est fait fort, qu’on n’a pas à se plaindre. On peut aussi se sentir valorisé par le fait de soutenir notre proche ou encore avoir peur de se faire juger si on met certaines limites.

Il se peut toutefois que dans notre rôle d’aidant, dans notre vie, on arrive à un point où l’épuisement est bien réel, dépasse de loin la fatigue passagère. Lorsque depuis longtemps on assume trop de tâches, que le vase est sur le point de déborder ou même déborde déjà, reconnaître qu’on est à bout de souffle peut faire le plus grand bien. Reconnaître, c’est un pas vers l’acceptation, vers le fait de se dire « Je n’en peux plus, et c’est correct ». On a le droit d’être fatigué, d’être épuisé.

On a le droit de se donner un temps pour écouter nos pensées, pour ressentir nos émotions.

D’apprendre à ralentir.

D’accepter qu’il soit grand temps de se reposer. 9

Proche en tout temps est un projet financé par L’Appui Mauricie et développé par Le Gyroscope en partenariat étroit avec Le Périscope. Ces deux organismes œuvrent pour les familles et les proches des personnes vivant avec une problématique en santé mentale.

Pour information: info@procheentouttemps.org

L’APPU POUR LES PROCHES AIDANTS D’AINÉS MAURICIE

Vous êtes là pour eux, nous sommes là pour vous.

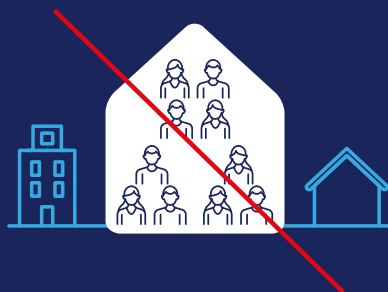
LE GYROSCOPE du Bassin de Maskinongé Inc.

Le Périscope

SOURCES DISPONIBLES sur notre site gazettemauricie.com



La détresse chez les membres de l’entourage de personnes ayant un problème de santé mentale est trois fois plus élevée que dans la population en général.



Pourquoi éviter les rassemblements privés?

Éviter de se rencontrer
entre amis ou en famille
limite les contacts et freine
la propagation du virus.

On doit réagir maintenant.



[Québec.ca/coronavirus](https://quebec.ca/coronavirus)

1 877 644-4545

ATELIERS DE CRÉATION ARTISTIQUE

De lieux de culte à lieux de culture ?

Les artistes ont besoin de lieux de création, d'espaces dans lesquels ils peuvent développer leurs expérimentations et l'observation de leur recherche, et d'échanger avec d'autres artistes. Nous avons dans notre région, plusieurs centres d'artistes formés sur le modèle de la coopérative ou autres associations plus informelles. Cependant, il y a un manque criant d'espaces regroupant des ateliers pour les artistes qui veulent travailler isolés dans leurs espaces de travail tout en étant à proximité d'autres artistes.

LORRAINE BEAULIEU

Et ici je veux parler de la communauté des artistes en arts visuels, une communauté dynamique qui se manifeste régulièrement par le biais d'événements, expositions et biennales, que la population en général connaît pour en avoir profité à un moment ou un autre.

Il est important pour un artiste professionnel, de pouvoir compter sur des ressources correspondant à ses besoins de création et en même temps de pouvoir échanger, de se regrouper en collectifs ponctuels. Ces échanges produisent de la réflexion pour les regardeurs et de l'émulation favorable à la créativité pour les créateurs.trices. Nous avons la chance d'avoir plusieurs centres d'artistes dans la Mauricie : l'Atelier Presse-Papier et l'Atelier Silex de Trois-Rivières, De La Factrie au dessin, L'Association Filrouge à Shawinigan, et aussi le Centre Culturel Sakihikan à La Tuque. Chacun de ces lieux se concentre sur un champ d'expression artistique particulier et offre du soutien pour le développement de la carrière de leurs membres ou locataires.

Contrairement à cette offre généreuse de regroupements artistiques, la région manque d'espaces individuels vastes, faisant office d'atelier d'artistes et offrant la possibilité d'un usage sans restriction quant au bruit, à l'utilisation des murs, plafonds et planchers. Il est important pour un artiste en arts visuels par exemple, de laisser à la vue pendant des périodes plus ou moins longues, ses recherches en cours, ses expérimentations, et de les observer



Nos églises ne pourraient-elles pas être transformées en lieux de création culturelle pour des regroupements d'artistes ?

jusqu'à ce qu'elles révèlent leur langage et leur symbolique l'amenant à se dépasser et à évoluer dans sa démarche.

L'atelier individuel contribue au développement de la carrière de l'artiste et influence sa

production, car les dimensions de l'atelier vont influencer inévitablement le format des œuvres qui y seront produites.

Plus d'un artiste rêve de ces grands espaces, souvent d'anciennes manufactures ou

industries fermées. Malgré le passé industriel de notre région, il reste peu de ces architectures aux plafonds hauts et aux vastes espaces. Un bel exemple de ces espaces industriels récupéré en atelier d'artiste est De La Factrie au dessin de Shawinigan, où se réunissent plusieurs artistes. C'est l'un de ces espaces aménagés en atelier de création que l'artiste Danielle Julien utilisait entièrement au départ, et qu'elle partage maintenant depuis environ dix ans avec d'autres artistes. Une dizaine d'espaces individuels de création dans un immense espace commun. Il arrive aussi que d'anciennes écoles servent d'atelier pour des artistes, comme à Shawinigan avec l'école St-Bernard et l'école La vie, ou à Trois-Rivières avec l'école St-François-Xavier. Mais c'est trop peu !

Après les bâtisses industrielles, est-ce que nos églises ne pourraient pas devenir des regroupements d'espaces pour nos artistes pour combler ce manque ? Bien sûr, ces constructions demanderaient des travaux d'aménagements, mais la transformation de quelques-unes de nos églises désaffectées en regroupements d'ateliers pour artistes permettrait du même coup de sauver notre patrimoine architectural religieux qui constitue une part incontournable de la culture du Québec. En Mauricie, les artistes ont besoin d'espaces d'atelier bien à eux et adaptés à leur besoin. Actuellement, ces espaces sont rares et éparpillés dans le territoire.

Une offre d'ateliers d'artistes à des coûts modiques, et la récupération de nos églises, voilà de quoi réfléchir qui pourrait faire d'une pierre, deux bons coups !

9 CHRONIQUE LINGUISTIQUE

Mot à mot : *trait d'union*

En dépit de la consigne de distanciation physique qui prévaut dans notre paysage social depuis plusieurs mois, je veux faire ici la promotion du rapprochement... entre certains mots !

MIREILLE PILOTTO

TRADUCTRICE ET RÉVISEUSE

Plus précisément, je veux attirer votre attention sur le trait d'union, ce petit signe graphique dont l'emploi fluctue au fil du temps et des termes qu'il réunit. D'abord quelques exemples : il existe au Québec plusieurs centres d'artistes **autogérés**. On veut améliorer le commerce **interprovincial**. Ce quartier est **multiethnique**. On lui a implanté un dispositif **intraveineux**. La région mise sur l'**agrotourisme**.

Alors, pas de trait d'union ? En effet, dans l'écriture des mots composés d'un préfixe latin ou grec + un nom ou un adjectif, la tendance contemporaine est la « soudure », c'est-à-dire la graphie **sans trait d'union**. C'est ce que préconisent les spécialistes de la langue et les tenants de la rectification de l'orthographe. On simplifie, c'est réjouissant !

Il demeure cependant des cas où le trait d'union est nécessaire, principalement pour éviter une prononciation

ou une lecture difficile, par exemple : 1) lorsque deux voyelles peuvent former une entité unique : a-i (extra-insulaire), a-u (intra-utérin), o-i (agro-industriel), o-u (micro-univers) ; 2) lorsque deux voyelles identiques se suivent : bio-ordinateur, anti-inflammatoire. Pour voir une **liste complète** des préfixes et un **tableau synthèse de l'emploi du trait d'union**, je vous invite à consulter un outil en ligne très efficace : la Banque de dépannage linguistique de l'Office québécois de la langue

française (référence dans le site Web de la Gazette).

Comme le français – à l'instar des autres langues – évolue sans cesse, en reflétant les courants d'idées, les tendances sociétales et les inventions matérielles, il va de soi que de nouveaux mots apparaissent et que l'image graphique de ceux déjà existants se modifie également. C'est ainsi que la langue témoigne de son adaptation à la réalité, un concept que la pandémie a forcément mis

en évidence dans plusieurs sphères sociales.

Cela dit, si vous affectionnez le trait d'union et préférez l'insérer dans les mots composés comme ceux présentés plus haut, libre à vous. Car, heureusement, en ce qui concerne le respect des règles linguistiques, il est permis de pratiquer l'auto-indulgence !

SOURCES DISPONIBLES sur notre site gazettemauricie.com

Goûter local, c'est génial.

Découvrez
Le Panetier
4565, boul. des Récollets : 819 376-7776
995, rue Saint-Prosper : 819 694-9520 | lepanetier.ca

Votre boulangerie où le mélange des saveurs est à l'honneur

TReslocal.ca

TRÈS
Trois-Rivières

L'Autoédition : éditer autrement

Qu'ont en commun *Le tombeau des rois* d'Anne Hébert, *Les chants de Maldoror* de Lautréamont et *Raison et sentiments* de Jane Austen ?

MÉLISSA THÉRIAULT

Tous ces ouvrages ont été autoédités ou publiés à compte d'auteur. Si publier à compte d'auteur (ou d'autrice !) signifie assumer les coûts habituellement pris en charge par l'éditeur, l'autoédition consiste à piloter toutes les étapes de la publication (préparation du manuscrit, production, distribution promotion, etc.). Nombre d'innovations ont changé récemment la donne : l'impression à la demande, les plateformes d'autoédition et la migration des contenus vers les réseaux sociaux sont autant de moyens de générer des contenus et d'en assurer la circulation, voire dans certains cas de participer à une forme d'économie sociale, à laquelle contribuent également les micro-éditeurs.

UNE QUESTION D'INTÉGRITÉ ARTISTIQUE...

Les exemples de succès d'autoédition sont nombreux : l'apparition des blogues a permis de modifier les habitudes de lecture et l'accessibilité massive à ce mode d'édition a permis à de nouvelles voix de se faire entendre et d'être remarquées, pour ensuite intégrer le circuit de l'édition professionnelle. Avant d'être propulsées par leurs webséries et leurs livres, les autrices de *Mère indigne* ou *Fourchette* avaient su développer un lectorat sans passer par l'intermédiaire d'un éditeur. Plus récemment, des plateformes ont permis à des plumes de regrouper leurs textes afin de rejoindre des publics extérieurs à leurs réseaux respectifs (ShortÉdition ou WattPad, par exemple) ou encore de vivre de sa

création par l'appui direct d'une communauté de mécènes (Paetron).

Les avantages de l'autoédition sont nombreux, qu'on pense seulement à la liberté artistique, sans parler de la part de revenus plus importante par exemplaire vendu. Mais les inconvénients le sont aussi : les risques financiers (qui influent parfois sur la qualité finale du produit) et la charge de travail sont des facteurs qui rappellent la valeur du travail éditorial en amont et en aval de l'écriture. Toutefois, les témoignages de Stéphanie Leduc ou de Mélodie Vachon-Boucher, notamment, sont éloquentes quant au potentiel de l'autoédition (hyperliens dans la version Web).

... QUI N'EST PAS SANS FONDEMENT POLITIQUE

La liberté artistique n'est pas la seule raison pour laquelle l'autoédition mérite attention – malgré un problème d'image persistant qui la réduit trop souvent à une solution de fortune pour celles et ceux qui n'ont pas réussi à convaincre une maison d'édition du potentiel de leur travail. Mais il faut rappeler qu'indépendamment des mérites littéraires d'un texte, susciter l'intérêt d'une maison d'édition exige un capital symbolique et relationnel qui n'est pas donné à tout le monde. Autrement dit : peu importe votre talent, vos chances dépendent en bonne partie de votre réseau social – et, par conséquent, de certains déterminants socioéconomiques et politiques –, puisque moins de

10 % des manuscrits soumis sont publiés (le chiffre de 1 % est d'ailleurs souvent avancé). Est-ce à dire que le 90 à 99 % qui reste ne mérite pas d'être édité ? Bien sûr que non.

RAPPORTS DE POUVOIR DANS LE MONDE DU LIVRE

Dans une lettre destinée aux acteurs et actrices du monde littéraire, Suzanne Aubry, présidente de l'UNÉQ (Union des écrivaines et écrivains du Québec) affirmait que 2020 a mis en lumière « l'absence totale de filet social et de justice réparatrice pour les écrivain(e)s, mais aussi le déséquilibre de plus en plus profond du rapport de force entre nous et les éditeurs, producteurs ou diffuseurs ». Prenant acte des dénonciations issues du milieu littéraire témoignant de pratiques abusives, Aubry exprimait son souhait de contribuer à un assainissement de celles-ci, dans un contexte où cette vague suivait deux tsunamis médiatiques. Le premier (le cas Matzneff) avait mis en lumière la complicité d'une certaine élite dans les agissements d'un prédateur ; le second (le cas Rozon) avait fait ressortir les dérives découlant de la concentration des pouvoirs dans certains pans de l'industrie culturelle.

L'édition est un secteur de l'économie culturelle où les dynamiques de pouvoir ont des répercussions majeures sur les gens qui y œuvrent et où les rapports sont souvent difficiles : qui vous publiera si vous avez osé remarquer que votre maison d'édition prend parfois les allures d'un boys' club ? Qui soutiendra votre projet s'il fait

de l'ombre à celui de quelqu'un mieux placé ou plus puissant que vous ? Qui vous donnera une chance dans une industrie où tout le monde se connaît, après que vous ayez dénoncé des comportements inacceptables ?

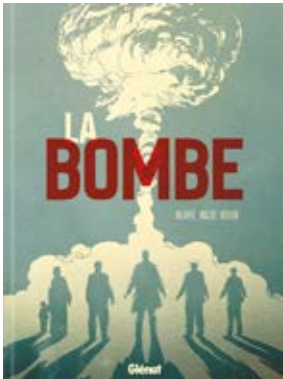
UNE AVENUE COÛTEUSE?

L'autoédition peut ainsi être une façon de contourner certains risques, bien qu'elle comporte le désavantage de priver les auteurs et autrices du soutien normalement prévu par le biais du financement public. Prendre sur ses épaules un poids supplémentaire est un prix cher à payer, mais qui en vaut souvent la peine, puisque cette approche peut contribuer au dynamisme de la production régionale ou marginale et faire rayonner des voix qu'on n'aurait pas entendues autrement. Surtout, elle peut trouver sa place aux côtés de petites maisons dont le caractère artisanal ou la vocation sociale permet de diversifier l'offre littéraire – on peut penser à Des livres et des réfugié(e)s (fondée et basée à Trois-Rivières), à la coopérative fransaskoise Éditions de la nouvelle plume (seule maison francophone en Saskatchewan) ou Diverses syllabes, OBNL montréalaise orientée vers les voix féministes et queer, qui entrera en activité sous peu.

En somme, l'autoédition n'est pas une solution magique, mais elle peut être un bon point de départ. Reste à voir comment nous pouvons devenir des lecteurs et lectrices solidaires de ces initiatives en nous efforçant de « lire bleu » et surtout, de lire mieux. 

9 SUGGESTIONS DE NOS LIBRAIRES

AUDREY MARTEL, LIBRAIRE ET COPROPRIÉTAIRE DE LA LIBRAIRIE L'EXÈDRE



LA BOMBE,
*Alcante, Bollée
et Rodier, éditions
Glénat*

Oeuvre colossale issue de la collaboration entre Denis Rodier, dessinateur québécois, Didier Alcante, prolifique scénariste belge, et le scénariste français Laurent-Frédéric Bollée, la bande dessinée *La bombe* relate sur 475 pages l'histoire de la bombe atomique. Une histoire qui couvre presque tout le 20^e siècle et qui nous est racontée à travers le destin d'hommes qui ont, chacun à leur façon, influencé le cours de l'Histoire. Ce bel ouvrage passionnant et richement documenté constitue une façon tout de même accessible d'en apprendre davantage sur un élément charnière de l'histoire mondiale.



**LA PHILO
EXPLIQUÉE
AUX ENFANTS,**
*Tahar Ben Jelloun,
Gallimard jeunesse*

L'écrivain franco-marocain adapte ici ses réflexions philosophiques dans un ouvrage destiné à la jeunesse, où il convie les lecteurs à « s'efforcer de comprendre ce qui est vrai » et à développer leur propre esprit critique. C'est à travers des dizaines de définitions allant de la dignité à l'amitié en passant par la tolérance et la justice que l'auteur encourage les jeunes à réfléchir pour mieux vivre dans un monde de plus en plus complexe. Parce que la philosophie peut changer le monde, et qu'elle est pourtant absente du cursus primaire et secondaire, ce livre est une lecture essentielle. (dès 8 ans.)



**LES AUTRES
AMÉRICAINES,**
*Laila Lalami,
Christian Bourgois*

Un soir, en rentrant du travail, un père de famille d'origine marocaine est percuté par une voiture, qui s'enfuit, laissant la victime mourir au bord de la route. Un homme, témoin de la scène n'osera pourtant pas parler de ce qu'il a vu, puisqu'il a peur d'attirer l'attention sur son statut d'immigrant mexicain illégal. Ainsi débute ce roman choral, qui, sous des airs de thriller, révèle toutes les incohérences de la société américaine et les multiples visages de ceux qui la constituent. Un roman qui se dévore et qui fait réfléchir.

Savourer local, c'est génial.

Découvrez
Les Folies de Rachel
1400, rue Notre Dame Centre
819 371-1700

Votre atelier-boutique de
bonbons, gâteaux et produits
gourmands du Québec

TReslocal.ca

TRÈS
Trois-Rivières

LA GAZETTE DE LA MAURICIE • 9



DÉRIVES : LE RITUEL DE SUDATION

Le 29 juillet 2011, Chantal Lavigne, 35 ans, meurt lors d’une séance de sudation organisée par une prétendue médium, Gabrielle Fréchette. Olivier Bernard, aussi connu sous le nom du Pharmacien, est obsédé depuis longtemps par cette histoire. Presque 20 ans après l’évènement, il décide de mener sa propre enquête sur les circonstances étranges entourant la mort de la jeune mère de famille.

L’investigation que mène Olivier Bernard est des plus captivantes. On a peine à prendre une pause entre les épisodes. Si le besoin de comprendre se fait toujours de plus en plus grand, c’est que le jeune pharmacien de formation se révèle à la fois un rigoureux enquêteur et un habile conteur. *Dérives*, une expérience tout aussi touchante que troublante.

Balado disponible sur l’application Radio-Canada OHdio et Apple Podcasts.



WOKE OR WHATEVA

Woke or Whateva est un balado bilingue animé par deux jeunes activistes montréalaises, Rebecca Joachim et Tihitina Semahu. Chaque épisode, les deux amies se rencontrent pour discuter, analyser et critiquer des concepts et des enjeux raciaux d’actualité. Parfois seules, souvent accompagnées, Becky et Titi peuvent aussi bien parler de « dating » que de collorisme et d’environnement. Leur approche est frontale ; leur humour tordant. Impossible de s’ennuyer avec elles !

Bien que *Woke or Whateva* soit d’abord et avant tout un espace sécuritaire dédié aux femmes racisées, ce balado se révèle une bonne porte d’entrée pour toute personne désirant se familiariser avec la réalité des personnes racisées au Québec. S’agit simplement d’écouter.

Balado disponible sur Spotify, Podtail, SoundCloud et Apple Podcasts.



LE NOM DE MA MÈRE

Avec *Le nom de ma mère*, Marie-Hélène Frenette-Assad part sur les traces du nom de famille double popularisé au Québec après que les femmes aient obtenu le droit de donner leur nom de famille à leurs enfants en 1981. Alors que moins de 10 % des enfants portent aujourd’hui le nom de leurs deux parents, la réalisatrice cherche à comprendre les raisons qui peuvent pousser ou non une mère à donner son nom à ses enfants.

Pour l’aider dans sa réflexion, Marie-Hélène Frenette-Assad interroge des femmes de plusieurs générations. Ensemble, elles questionnent non seulement leur rapport au nom de famille composé, mais aussi celui qu’elles entretiennent avec la filiation, l’identité et les luttes féministes passées.

Balado disponible sur l’application Radio-Canada OHdio, Spotify, Podtail et Apple Podcasts.

SUGGESTIONS DE NOS CINÉPHILES

CHARLES FONTAINE



JE M'APPELLE HUMAIN

Québec. 2020. Documentaire de Kim O’Bomsawin avec Joséphine Bacon et plusieurs intervenants

On entre dans le film par la contemplation des plus beaux paysages du Nitassinan accompagnés de la poésie de Joséphine Bacon et on ne les quitte plus. Allant des événements littéraires mettant à l’honneur la femme de lettre innue jusqu’à la chasse au caribou sur les traces de Papakassik, tout en passant par des archives et des entrevues, le film se construit comme le récit d’une vie fascinante et authentiquement libre. À travers les mots de Joséphine Bacon et les plans sublimes de Kim O’Bomsawin, on progresse dans ce territoire sauvage et libre qu’est la poésie. Or, le film, bien plus qu’une clé de compréhension des poèmes, offre une véritable incursion dans le cercle intime de Bacon et nous ouvre un horizon d’interprétation riche et émouvant

de toute cette démarche qui vise à transmettre un savoir, celui de ses ancêtres. Ainsi, par un retour sur la vie dans les pensionnats, sur le passage de la poète dans la métropole et sur son processus de réappropriation de l’identité innue, on découvre cette femme au rire communicatif ainsi que ces gens qu’elle aime et qu’elle souhaite nous présenter. À voir pour les images du Nord, la poésie des plans larges des paysages et ceux plus rapprochés pour toutes les petites choses qui comptent, mais surtout pour tomber sous le charme de Joséphine Bacon.

Le film prendra l’affiche dès le 13 novembre au Cinéma Le Tapis Rouge à Trois-Rivières.

LE MARIAGE D’ADIEU (The Farewell)

É.-U. 2019. Comédie dramatique de Lulu Wang avec Awkwafina, Tzi Ma, Gil Perez-Abraham.

Dans ce film d’une grande tendresse, une jeune New-Yorkaise d’origine chinoise doit composer avec les réalités d’une famille aux influences à mi-chemin entre l’orient et l’occident lorsqu’elle apprend que sa grand-mère est atteinte d’un cancer fatal. Cacher la vérité à la malade pour lui assurer des derniers jours heureux et planifier le mariage bidon d’un cousin pour justifier une ultime réunion familiale, voilà le plan de ses proches. Mais, face à ce dilemme, la jeune femme à la raison métissée semble rongée par la culpabilité. « Tu crois que la vie de quelqu’un lui appartient, mais c’est la différence entre l’est et l’ouest : dans l’est, la vie



d’une personne fait partie d’un tout, la famille », lui dira justement un oncle bien sage.

Sur le plan de la cinématographie, Lulu Wang signe un film d’une grande finesse : des compositions pleines d’assurance, une direction d’acteur irréprochable, une alternance comique et dramatique bien calibrée font du *Mariage d’adieu* un film à ne pas manquer. On y va d’autant plus pour se nourrir de savoureuses réflexions que nous propose le film sur le déracinement, les relations entre tradition et modernité et sur l’abîme culturel séparant l’Orient de l’Occident.

Le film est disponible sur vos services de diffusion sur demande favoris et sera représenté sur grand écran au Ciné-Campus de Trois-Rivières.

Se régaler local, c'est génial.

Découvrez **VégÉcolo**
5715, boulevard Gene-H.-Kruger
819 489-0353 • vegecolo.com

Votre café-boutique écoresponsable et végé, où chaque petit geste compte

TReslocal.ca

TRÈS
Trois-Rivières

ÉLECTIONS EN BOLIVIE

Le message retentissant des peuples autochtones

Coup de tonnerre dans le firmament politique de l'Amérique latine ! Alors que la majorité des pays qui avaient été gouvernés à gauche ont rebasculé à droite voilà qu'en Bolivie, le 18 octobre dernier, les forces de gauche font un retour triomphal au pouvoir après en avoir été chassées, un an plus tôt, par ce qui avait toutes les allures d'un coup d'État constitutionnel appuyé par les forces armées du pays.

JEAN-CLAUDE LANDRY

COMITÉ DE SOLIDARITÉ DE TROIS-RIVIÈRES

Accusé de manipulations électorales frauduleuses, déclarées sans fondement par la suite, M. Evo Morales, président d'ascendance autochtone affirmée, avait dû démissionner et choisir l'exil pour sa sécurité, en dépit de l'obtention de la majorité requise pour gouverner. Sous sa présidence et la gouverne de son parti, le Mouvement vers le socialisme

(MAS), d'importantes réformes avaient bousculé l'ordre établi.

Mesures économiques ambitieuses pour un contrôle accru de l'État bolivien dans la gestion des ressources naturelles et un accroissement significatif des retombées économiques pour le pays. Programmes visant à diminuer drastiquement les taux d'analphabétisme et de pauvreté ainsi que les profondes inégalités économiques et sociales. Changements constitutionnels en réponse aux revendications culturelles et sociales

des populations autochtones et à leur volonté d'avoir une voix plus forte au sein des institutions nationales.

Des initiatives qui ont fortement déplié à une frange de la classe moyenne et supérieure « blanches » qui les a perçues comme une volonté de réduire leur pouvoir et leur influence au bénéfice des peuples autochtones qui comptent pour 40% de la population du pays. « L'indigène », comme se plaisaient à l'appeler les plus fervents détracteurs du président déchu, en faisait trop pour les peuples

autochtones. D'où l'accusation de fraude électorale qui a conduit à son renvoi et à l'organisation de nouvelles élections.

Tout au long de l'année précédant celles-ci, la présidente par intérim autoproclamée, Jeanine Áñez, et ses alliés conservateurs ont multiplié les embûches pour le parti de M. Morales et ses dirigeants. Accusation de terrorisme contre l'ancien président, obstacles posés aux représentants du MAS pour soumettre leur candidature, arrestations et mises sous enquête de personnes proches de l'ancienne administration. Tout pour discréditer le Mouvement pour le socialisme et empêcher son retour au pouvoir.

Or, le 18 octobre dernier, dans un scrutin marqué par une participation record de 88%, Luis Arce, candidat du MAS à la présidence et ministre de l'Économie sous la présidence Morales et son colistier David Choquehuanca, aymara et ancien ministre des Affaires étrangères, recueillent, au premier tour du scrutin, plus de 55% des voix. Et le MAS fait élire une majorité de représentantes et représentants à la Chambre des députés et à la Chambre des sénateurs.

Au-delà d'un spectaculaire retour de la gauche au pouvoir, cette élection témoigne d'un retentissant message adressé par les peuples autochtones à la nation, soit le refus d'être à nouveau considérés comme des citoyens de seconde zone et leur détermination à « peser » de tout leur poids dans les affaires de la nation.

Ce scrutin constitue une illustration additionnelle de la résilience dont font preuve les peuples autochtones qui, confrontés depuis des siècles à la domination coloniale, n'ont jamais abandonné la lutte pour la reconnaissance de leurs droits historiques.

En témoignent les actions de résistance autochtones qui émaillent les Amériques, de la Terre de Baffin à la Terre de Feu. Coupes abusives en Amazonie, sites miniers dévastateurs en Amérique Centrale, projets gaziers toxiques dans les plaines états-uniennes, projets de pipeline qui menacent l'environnement dans l'Ouest canadien, les luttes autochtones ne sont pas près de s'achever.

SOURCES DISPONIBLES sur notre site gazetteauricie.com



CRÉDITS : NATACHA PISARENIKO ASSOCIATED PRESS

Les forces de gauche font un retour triomphal au pouvoir en Bolivie après en avoir été chassées, un an plus tôt, par ce qui avait toutes les allures d'un coup d'État constitutionnel.



JOURNÉES QUÉBÉCOISES
DE LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

5 > 14 NOVEMBRE 2020



LES MIGRATIONS...
Des histoires humaines!

JUSTICE MIGRATOIRE

PROGRAMMATION RÉGIONALE DES JOURNÉES QUÉBÉCOISES DE LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

CS3R.ORG/JQSI



SOIRÉE DE COURTS MÉTRAGES ENGAGÉS
Vendredi 6 novembre, de 19h30 à 21h30
Disponible à partir du lien suivant : tinyurl.com/PtitesVuesCS3R

En collaboration avec Culture Trois-Rivières, soirée de projections de 8 courts métrages internationaux qui abordent les thématiques des migrations, de l'engagement social, de l'environnement et l'art engagé.

PROJECTION EN PRIMEUR QUÉBÉCOISE DU FILM « LOIN DE BACHAR »
Mardi 10 novembre de 19h30 à 21h30
Diffusion en direct sur Facebook : tinyurl.com/LoindeBachar

Loin de Bachar trace un portrait tout en nuances d'une famille réfugiée syrienne établie

à Montréal, dont le quotidien demeure traversé par une guerre qui ne finit pas. Diffusion suivie d'un échange virtuel en présence du réalisateur Pascal Sanchez et de Muzna Dureid, militante pour la construction de la paix en Syrie. Organisé par l'AQOCI et l'Office National du Film.



LOIN DE BACHAR
EN PRIMEUR! Projection virtuelle
10 novembre, 19h30 sur Facebook

VERNISSAGE DE LA 9^e ÉDITION DE L'EXPOSITION CHANGE LE MONDE, UNE ŒUVRE À LA FOIS
Mercredi 11 novembre à 19h30
Inscription à l'événement Zoom : tinyurl.com/VernissageCMOF



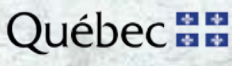
**CHANGE LE MONDE
UNE ŒUVRE À LA FOIS**



Association québécoise
des organismes de
coopération internationale



COMITÉ DE SOLIDARITÉ
TROIS-RIVIÈRES



Québec

Ces activités ont lieu dans le cadre des Journées québécoises de la solidarité internationale grâce à l'appui financier du ministère des Relations internationales et de la Francophonie du Québec. Ces événements sont coordonnés au Québec par l'Association québécoise des organismes en coopération internationale (AQOCI). Cette année, le Comité de Solidarité/Trois-Rivières vous invite à une série d'activités virtuelles portant sur les migrations et la justice migratoire.

Animation interactive en ligne du vernissage de l'exposition Change le monde, une oeuvre à la fois en présence d'intervenant-e-s, de participant-e-s et du public. Diffusion de capsule-vidéos commentées d'œuvres artistiques engagées. Remise de prix de reconnaissance.

PANEL | LES MIGRATIONS : UNE HISTOIRE DE SOLIDARITÉ
Jeudi 12 novembre de 16h à 18h
Diffusion en direct sur Facebook : tinyurl.com/PanelMigrationsAQOCI

Grand panel sur les migrations et la solidarité, en présence de Mme Marie-Claire Rufagari, chercheuse et formatrice sur les migrations depuis 25 ans et de la Professeure Ndiro Ndiaye, présidente de l'Alliance pour la Migration, le Leadership et le Développement (AML). Animé par l'artiste et porte-parole des JQSI La Bronze qui fera également une prestation musicale. Une initiative de l'AQOCI en collaboration avec World University Service of Canada et le Certificat en coopération et solidarité internationales - UdeM.

DIFFUSION EN LIGNE GRATUITE DU LONG-MÉTRAGE « DHEEPAN »
Du vendredi 13 novembre au 15 novembre
Inscription gratuite (places limitées) : tinyurl.com/DiffusionDheepan

Dheepan, réalisé par Jacques Audiart, raconte l'histoire de trois réfugiés tentant de se refaire une nouvelle vie en France après avoir fui la guerre civile dans leur pays d'origine. Réception du lien de diffusion sur inscription seulement. Activité réalisée en partenariat avec le Carrefour de solidarité internationale de Sherbrooke et le Centre de solidarité internationale du Saguenay-Lac-St-Jean.



DHEEPAN
Projection gratuite du long métrage

LA GAZETTE DE LA MAURICIE • 11



LES GRANDS ENJEUX

Comprendre le monde - la société

AFFICHEZ CES PAGES

La compréhension, c'est contagieux!

Suivez-nous sur
facebook

COMITÉ DE SOLIDARITÉ
TROIS-RIVIÈRES

JOURNÉES QUÉBÉCOISES DE LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

AGIR POUR LA JUSTICE MIGRATOIRE

Chaque année, des millions de personnes quittent leur terre d'origine. Il y a autant de parcours migratoires qu'il y a de personnes qui migrent. Les raisons peuvent être économiques, familiales ou scolaires, mais de plus en plus, c'est pour fuir des violences, persécutions, des désastres écologiques ou des guerres. Les injustices auxquelles font face les personnes migrantes sont complexes et nombreuses. Cette année, on priorise la justice migratoire pendant les Journées québécoises de la solidarité internationale. Dossier spécial.

C'EST S'ATTAQUER AUX CAUSES PROFONDES DES MIGRATIONS FORCÉES

Derrière les migrations forcées, **en forte hausse depuis 10 ans**, il y a un système économique mondial qui entretient un fossé inégalitaire entre le Nord et le Sud. Le système capitaliste actuel est fondé sur l'extraction et l'exploitation des ressources naturelles des pays du Sud. Cette exploitation se fait détrimment des conditions de vie, des droits humains, de la paix et des écosystèmes du Sud.

79,6 millions : Le nombre de personnes forcées de quitter leur foyer a doublé au cours des 10 dernières années pour passer à 79,6 millions en 2019.

26,4 millions : C'est le nombre moyen de personnes qui, chaque année, sont forcées de quitter leur demeure en raison de désastres naturels.

L'instabilité politique et les conflits armés sont l'une des causes principales derrière la migration forcée. Ces conflits sont directement liés à cette économie mondiale où le contrôle des ressources et des zones d'influence sont en jeu. Les puissances occidentales, incluant le Canada, participent activement à ces conflits armés, selon leurs propres intérêts. **Agir pour la justice migratoire, c'est militer pour un monde de paix!**

152 : C'est le nombre mondial de conflits ou de situations de violence armées en 2019.

27 % : Le budget militaire canadien a bondi de 27 % dans la dernière décennie.



PHOTO : SOLIDARITÉ SANS FRONTIÈRE

C'EST DÉFENDRE LE DROIT DE MIGRER DIGNEMENT ET SÛREMENT

Lorsque les personnes migrantes arrivent à fuir ces zones de conflits, **les violences se poursuivent sur leur route migratoire**. Face au durcissement des frontières, les migrant·e·s sont poussé·e·s vers des routes dangereuses, dans la clandestinité, ce qui les place en situation d'extrême vulnérabilité et de violations de leurs droits humains. Privation d'eau, de nourriture et de soins, torture, abus sexuels, détentions et même de l'esclavage.

Déclaration universelle des droits de l'homme :
« Toute personne a le droit de quitter tout pays, y compris le sien, et de revenir dans son pays. »

585 KM : Depuis la chute du mur de Berlin, 585 KM de murs anti-migrant·e·s ont été construits en Europe.

Pour les femmes et les filles, il faut ajouter le poids des violences sexistes sur leur parcours. **On estime que 70 % d'entre elles ont subi des violences sexuelles**, et elles sont particulièrement vulnérables face à la traite. Lorsqu'elles sont enceintes, elles n'ont pas accès à des soins adéquats. C'est d'ailleurs l'une des principales causes de décès et de maladie pour les femmes et les filles déplacées.

70 % : Selon l'ONU, 70 % des femmes migrantes ont subi des violences sexuelles.

80% : En Italie, on estime que 80% des des migrantes d'origine nigériane arrivées par la Méditerranée sont victimes de trafic sexuel.



PHOTO : JESSE WINTER

C'EST DÉFENDRE LES DROITS DES PERSONNES MIGRANTES...

Lorsque les personnes migrantes arrivent à s'établir dans un pays d'accueil, elles font face à de nouvelles difficultés. Le racisme systémique, mêlé au sexisme, entrave leur recherche d'emploi et l'accès à des conditions de travail dignes. **Pour la justice migratoire, il faut agir contre ces inégalités systémiques.**

59 % : Au Québec, les femmes racisées gagnent en moyenne 59% du salaire d'un homme blanc.

73,4 % : On estime que 73,4% des travailleurs·euses domestiques dans le monde sont des femmes. Ces travailleuses sont très souvent confinées chez leur employeur. Elles font face à des risques élevés d'abus sexuels et économiques, et ce, même au Canada.

Les migrant·e·s occupent majoritairement des emplois dévalorisés et sous-payés, dans des conditions très souvent dangereuses et parfois mortelles. Au Canada et dans le monde, on fait de plus en plus appel à une main d'oeuvre migrante temporaire, puisque bon marché. **Bien souvent sans aucun droit**, ces travailleurs·euses sont en situation d'exploitation et de vulnérabilité extrême. Au Canada, les travailleurs·euses agricoles temporaires n'ont pas accès aux droits du travail comme le salaire minimum, les pauses, le temps supplémentaire payé ou encore le droit de se syndiquer.

Au moins 3 travailleurs agricoles migrants sont décédés de la COVID-19 cette année au Canada, faute de protection adéquate sur leur milieu de travail.

Au Canada, en 2015 un·e travailleur·euse agricole sur 10 était un·e travailleur·euse migrant·e temporaire.

Saviez-vous qu'un travailleur agricole « temporaire » qui travaille chaque été dans une ferme canadienne depuis 5, 10 ou 15 ans n'a pas le droit de demander la résidence permanente?

ET DES PERSONNES SANS STATUT

Au Canada, on estime qu'il y a quelques dizaines ou centaines de personnes migrantes sans statut d'immigration valide. Très souvent, ces personnes sont restées au Canada après que leur visa soit expiré, leur demande migratoire rejetée ou sont des personnes en attente d'un statut migratoire (réfugié, humanitaire, etc.). Ces personnes sont elles aussi en quête de conditions de vie meilleures, sans guerres ni persécutions, mais tombent dans les craques du système d'immigration canadien. **Elles n'ont pas accès à la santé, à l'éducation, aux conditions de travail minimales en vigueur.** Vivant dans la crainte d'être détenue ou déportée, elles font face à des situations d'exploitation et d'abus, encore une fois, extrêmes.

COMMENT AGIR?



SOUTENEZ LA CAMPAGNE UN STATUT POUR TOUTES ET TOUS !

Pour que l'ensemble des personnes migrantes, réfugiées, étudiantes, travailleuses ou sans-papiers, reçoivent un statut d'immigration complet dès maintenant sans exception. migrantrights.ca/statut-pour-tous/



SOUTENEZ LA CAMPAGNE #RAMQPOURLTM

Pour que tous et toutes aient accès aux soins de santé au Québec. soignonslajusticesociale.ca



SIGNEZ LA LETTRE

Agir pour la justice migratoire destinée au Premier ministre Justin Trudeau Sur le site web de l'AQOCI : tinyurl.com/LettreTrudeauAQOCI

PARTICIPEZ AUX JQSI EN MAURICIE

Pour consulter notre programmation, visitez le

cs3r.org/jqsi

JOURNÉES
QUÉBÉCOISES
DE LA SOLIDARITÉ
INTERNATIONALE
5 > 14 NOVEMBRE 2020

aqoci
Association québécoise
des organismes de
coopération internationale

LES MIGRATIONS...
Des histoires humaines!

Québec

Vous appréciez ce point de vue
DIFFÉRENT?

Aidez-nous à
CHANGER LE MONDE

Devenez membre!
www.cs3r.org - 819 373-2598

Consulter nos « Grands enjeux » en visitant
la section « Publications » de notre site Internet

www.cs3r.org

Comprendre les restrictions en zone rouge

Alerte
maximale!

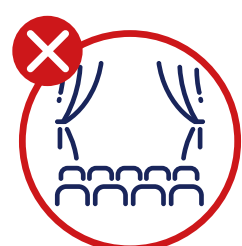
En zone rouge, la situation est critique. Des mesures plus strictes doivent être mises en place, car le nombre de cas augmente trop rapidement. Il est important de limiter au maximum les contacts sociaux pour éviter la transmission du virus. C'est en appliquant l'ensemble des mesures qu'on peut lutter contre la COVID-19. Aucune mesure prise seule ne peut être efficace.

Plus nous limitons nos contacts avec les autres, plus vite nous pourrions reprendre nos activités.



Pourquoi les restaurants et les bars sont-ils des établissements jugés à risque pour la propagation de la COVID-19?

Les restaurants et les bars sont des endroits où on se réunit normalement pour socialiser avec nos amis, notre famille ou nos collègues. Dans ces endroits, nous sommes souvent à proximité les uns des autres. Le fait de parler et de manger ensemble constitue également des risques importants de transmission du virus. Le resserrement des mesures en zone rouge vise à minimiser les contacts étroits entre les personnes qui n'habitent pas à la même adresse.



Pourquoi interdire les activités se déroulant devant un auditoire dans un lieu public?

Des lieux où un plus grand nombre de personnes se rassemblent peuvent constituer des risques importants de transmission du virus. L'interdiction des activités se déroulant devant un auditoire dans un lieu public en zone rouge vise à minimiser les contacts sociaux entre les personnes qui n'habitent pas à la même adresse. Lorsqu'une personne participe à ces activités, il s'agit d'une occasion supplémentaire pour elle de socialiser avec d'autres personnes. De plus, dans ces endroits, nous sommes souvent à proximité les uns des autres.



Pourquoi doit-on cesser les sports collectifs et fermer les gyms?

Lorsqu'une personne se rend dans une salle d'entraînement, c'est une occasion pour elle de socialiser avec d'autres personnes. C'est également le cas dans la pratique de plusieurs sports ou activités de loisir. Les sports pratiqués en groupe suscitent d'emblée l'envie de contacts sociaux avec nos coéquipiers, par exemple. De plus, il n'est pas toujours facile de respecter la distanciation physique lors de la pratique de certains sports. Le resserrement des mesures en zone rouge vise à réduire les contacts étroits entre les individus et ainsi freiner la propagation de la COVID-19.



Pourquoi le port du couvre-visage en classe est-il obligatoire au secondaire en zone rouge?

Actuellement, les jeunes sont surreprésentés dans les cas de COVID-19 et on observe plusieurs situations d'éclosion dans le réseau scolaire, principalement dans les zones rouges. Selon des observations faites sur le terrain et selon la transmissibilité connue à ce jour du virus, les écoles secondaires posent davantage de risques que les écoles primaires.

Au secondaire, les élèves sont plus âgés, ils sont en mesure de porter le masque ou le couvre-visage pour une plus longue période. Ainsi, en zone de niveau d'alerte rouge, le port d'un couvre-visage par tous les élèves du secondaire est obligatoire en tout temps dans les lieux communs, incluant en classe dans leur groupe-classe stable, sur le terrain de l'école et lors des cours à option avec un groupe-classe différent.

On doit réagir maintenant

Pour connaître le niveau d'alerte dans votre région, consultez la carte des paliers d'alerte par région sur [Québec.ca/paliersalerte](https://quebec.ca/paliersalerte)

[Québec.ca/zonerouge](https://quebec.ca/zonerouge)

1 877 644-4545

Votre
gouvernement

Québec

CITOYEN.NE.S DU MONDE ET DE CHEZ NOUS EST DE RETOUR !

Le chemin de la Réconciliation

Le projet Citoyen.ne.s du monde et de chez nous est une initiative du Comité de solidarité de Trois-Rivières visant à impliquer et à mettre en action des jeunes âgés entre 16 et 35 ans autour d'enjeux concrets. Ainsi, à travers la participation à des activités, l'écriture, l'art et l'engagement citoyen, les jeunes sont amenés à travailler sur des enjeux locaux et internationaux, tels que la consommation responsable, la justice climatique, la construction de relations mutuellement respectueuses entre autochtones et allochtones et bien d'autres. Citoyen.ne.s du monde et de chez nous permet d'initier les jeunes à la participation citoyenne en plus de les amener à participer à des projets de créations interculturels. Durant le projet, l'implication des participant-e-s a su prendre différentes formes. Certain-e-s ont participé à une simulation des Nations Unies, d'autres ont pris part à une fin de semaine de co-création en milieu autochtone alors que d'autres sont allés faire entendre leur voix au conseil municipal. Trois participantes au volet Réconcili'Art du projet ont souhaité nous faire part de leur expérience.

JAVIER A. ESCAMILLA H

RABIBOCHER OU RÉCONCILIER

Il est très courant lorsque nous utilisons le mot réconciliation de penser à l'intérêt de résoudre un conflit entre des personnes, des groupes, des organisations, des communautés, des peuples ou des nations.

Les origines des problèmes rencontrés sont très diverses, mais le chemin de la solution débute avec la volonté affirmée des parties de vouloir transcender la discorde pour convenir d'une solution. Il est alors vital d'avoir une communication efficace et réciproque pour se reconnaître, concilier les forces et faiblesses de chaque partie, s'entendre sur la reconnaissance des erreurs et établir des accords conduisant vers des pratiques de vie commune, saine et durable.

En théorie, tout est viable, mais dans la pratique de la vie quotidienne, nous ne faisons rien de plus que de régler brièvement le conflit pour relâcher un peu les tensions, et c'est là que mise à part le pardon et les excuses, peu d'actes d'engagement apparaissent concrètement pour résoudre les problèmes.

Les outrages contre les peuples autochtones font partie des croyances et modes de fonctionnement dans nos rapports qui sont toujours présents, hérités de la conquête et de la colonisation, mais aussi de

l'industrialisation et de la société de consommation contemporaine.

Des siècles d'outrages et surtout des siècles et des siècles de fausses promesses et mensonges ont mené à la disparition de la mémoire culturelle et collective d'une civilisation qui s'identifie au territoire comme faisant partie de celui-ci et non comme une entité séparée.

Comment se réconcilier avec les peuples autochtones alors qu'en pratique, la société dominante cultive une vision du territoire comme marchandise et d'une identité réductible à des titres de propriété privée ?

Comment concilier un accord, quand la terre pour certains est la mère créatrice de la vie, l'eau et les ressources naturelles sont les frères et les esprits plus âgés, alors que pour la société dite évoluée, tout n'est qu'une richesse à exploiter jusqu'à son extinction ?

Comment construire un chemin de réconciliation avec les peuples autochtones, leur identité culturelle et territoriale, alors que l'on n'accepte pas que la terre mère soit vivante et qu'on mutile les rivières pour faire de l'argent au nom du développement ?

Les solutions à ce conflit doivent provenir de la base, des opprimés, des peuples autochtones et d'autres peuples qui partagent le même

territoire, ainsi que des communautés et des citoyens qui résistent dignement par le biais du travail éducatif et culturel, forgeant d'un commun accord, un aménagement participatif et durable du territoire avec toutes les communautés pour récupérer le passé, le présent et l'avenir digne de l'humanité sur terre.

RÉCONCILIER PAR LES ARTS

En effet, l'art est très important dans l'histoire de l'humanité, et grâce à la sensibilité du langage artistique, une vision du monde se manifeste dans différentes disciplines qui ont recréé et mis en lumière une grande diversité d'héritage et patrimoine culturel, tout au long des siècles et sur tous les territoires de la terre.

Or, s'il y a un véritable pouvoir de transformation et d'enrichissement de la société dans l'art, il réside dans la capacité que nous avons de ressentir, penser et créer librement et spontanément, sans les conditions éthiques, sociales, religieuses et économiques imposées par une culture dominante.

L'esthétique de l'art est basé sur la liberté de l'artiste de vivre ses préoccupations en toute confiance, pour accepter les conflits, les désaccords et de manifester à travers sa production artistique, son intérêt de communiquer et de partager sa façon de penser, sentir et voir.

L'art qui est engagé dans la construction d'une culture démocratique a

la mission et le pouvoir de briser l'intolérance pour créer des espaces de réflexion citoyenne participative au service du bien commun.

RÉCONCILI'ART

Le projet Citoyen.ne.s du monde et de chez nous est une initiative du Comité de Solidarité/Trois-Rivières qui a pour but d'aller à la rencontre de jeunes âgés entre 16 et 35 ans, d'origines autochtone et allochtone, afin de partager avec eux un processus de formation sur l'engagement citoyen à travers l'art, mais aussi d'ancrer ce processus dans le territoire et le présent.

Une composante de ce projet est de former à partir de l'art, des citoyens engagés aux différents enjeux locaux et internationaux de l'époque contemporaine

Depuis 2019, notre équipe a rencontré des jeunes de diverses origines sollicitant leur engagement pour construire ensemble des chemins d'espoir et cohabiter dans la dignité.

Plusieurs créations artistiques ont vu le jour et sont exposées dans des espaces muséaux et organismes communautaires de la Mauricie. Actuellement, le Centre d'amitié autochtone de Trois-Rivières accueille l'exposition Réconcili'Art jusqu'au 2 novembre. Celle-ci se retrouvera ensuite au Musée Pop avec tous les projets de Change le monde, une œuvre

à la fois, du 11 novembre 2020 au 6 janvier 2021.

IDENTITÉ, CULTURE ET TERRITOIRE

Souvent, je me questionne sur mon identité comme immigrant au Québec et mon rôle dans la société ainsi que sur le territoire où j'habite. Grâce à des années de recherche, de partage, de rencontres, de réflexions et de créations avec des citoyens mauriciens de diverses origines, ce processus m'a enrichi pour mieux comprendre le contexte de grande diversité de contrastes et de valeurs culturelles dans lequel nous vivons.

Bien que le français soit la langue commune du territoire, il semble parfois que l'intégration culturelle s'opère plus en fonction du marché que de la culture, soit : obéir, produire et consommer. Mais en même temps, à explorer le territoire et à côtoyer les gens qui l'habitent, on peut saisir la force de la mémoire du peuple ainsi que sa conscience collective, ce qui nous permet de nous reconnaître davantage dans cette réalité.

Si le métissage culturel est l'avenir de l'humanité, nous devons construire ensemble l'héritage de nos enfants, dignes d'une culture vivante et durable, tout en respectant notre mère : la Terre. Réconcili'Art vous convie à une promenade dans l'univers de l'identité, de la culture et du territoire de la Mauricie et du Québec d'aujourd'hui. Quant à moi... je suis Tropicco boréale. 🌲



Participer au projet Réconcili'Art a été une expérience mémorable à plusieurs niveaux. Ce qui demeure le plus le plus marquant pour moi est le manque d'espace de rencontre et d'échanges entre les peuples autochtones et allochtones; nous passons à côté d'apprentissage et de partages extraordinaires. Réconcili'Art était une de ces occasions pour nous, pour mieux nous connaître, pour tisser des liens par la création et par les anecdotes autour du feu. Je cultive depuis l'habitude d'aller côtoyer les gens au Centre d'amitié autochtone de Trois-Rivières pour maintenir les liens et parfois participer aux activités mixtes qu'ils offrent, comme le volley-ball. Leur résilience, leur esprit de communauté, d'entraide et leur humour, surtout leur humour, doivent être honorés le plus souvent possible. Avoir davantage d'espaces de partage serait un atout pour nos peuples !

Lors de mon séjour au Domaine Notcimik, nous avons participé à des ateliers et des discussions qui nous ont permis de prendre le temps de réfléchir, tant individuellement que collectivement, sur différents enjeux et d'échanger différents points de vue. Les diverses activités organisées nous ont permis de tisser des liens rapidement et de vivre des échanges uniques. Nous avons partagé des réflexions, des confidences, des émotions, des fous rires et de bons moments. Ensemble, nous avons créé une banderole représentant l'union des différents peuples et créé des œuvres artistiques représentant des problématiques et solutions auxquelles nous sommes confrontés. On peut décrire le magnifique domaine Notcimik comme un lieu de rencontre, de ressourcement, de partage, un lieu favorisant la réconciliation et un lieu où les barrières culturelles n'existent pas. Cette expérience a été pour ma part enrichissante, j'en garde de bons souvenirs et des ami-e-s.

Sur une fin de semaine, nous avons pris le temps de rester dans un endroit paisible et très propice à l'expérience que nous nous préparions à faire. Étant de la nation innue, j'avais plein de questionnements par rapport à ce temps de rencontres et de création. J'allais échanger et même camper avec des personnes que je ne connaissais pas. La culture autochtone était au cœur des partages que j'ai eus durant cette fin de semaine. J'ai fait en sorte de sensibiliser les participants sur ma propre réalité de personne autochtone. Chacun a pu partager ses visions et son cheminement de vie personnelle et professionnelle. En symbiose et en toute honnêteté, nous avons créé des liens très forts avec tous les participants en plus de créer des œuvres artistiques significatives. Nous avons pu faire le point sur des actions qui peuvent être mises en place pour contrer la pollution et d'autres problématiques connues dans le monde! Tshinashkumitinau



Encore cette année, le projet Citoyen.ne.s du monde et de chez nous se poursuit, et ce, de manière sécuritaire et adaptée au contexte de la pandémie. En effet, divers moyens d'implications seront proposés aux jeunes afin de faire rayonner la jeunesse dans la communauté. Il s'agit d'un beau moyen de faire entendre leur voix, de vivre une expérience enrichissante, d'y faire des échanges solidaires et de participer à des projets stimulants. Pour avoir plus d'informations ou pour vous impliquer dans le projet, contactez-nous.

Anne-Julie Morasse
anne.julie.morasse@cs3r.org
819-373-2598 #325

Javier Escamilla
javier.escamilla@cs3r.org
819-373-2598 #319



Citoyen.ne.s du monde et de chez nous est un projet financé par le gouvernement du Canada dans le cadre de Service Jeunesse Canada et encadré par le Comité de Solidarité/Trois-Rivières.



Financé par le Gouvernement du Canada par le programme Service jeunesse Canada



Une génération contre GNL

Je m’appelle Baptiste et j’ai 22 ans. Je suis né un peu avant les années 2000, à l’aube d’un siècle particulier. Si je devais résumer ce que je suis, je dirais que je suis avant tout un jeune de la génération climat. Je suis un jeune d’une génération qui a grandi avec les images télévisées de Fukushima, de la marée noire de 2010, de Lac-Mégantic. Je suis un jeune de la génération qui, enfant, a entendu parler de la banquise qui fond et des abeilles qui meurent, et, qui une fois, jeune adulte, a dû se confronter aux termes d’emballage climatique et de crise écologique. La génération climat qui est-elle au fait ? C’est la première génération à subir gravement les effets du changement climatique. C’est aussi la dernière à pouvoir y faire quelque chose.

BAPTISTE DELAS

Comme beaucoup de jeunes de la génération climat, j’ai eu peur. Peur de cette catastrophe dont on me parle depuis que je suis enfant et que je vois se concrétiser un peu plus, chaque année. Peur de cet immense défi collectif que notre génération devra relever, comme un lourd fardeau que les générations précédentes déposent dans nos bras. Puis cette peur est devenue un moteur d’action. Rester inactif, quelque part, c’était rester indifférent à son sort. C’était céder à la fatalité.

Comme beaucoup de jeunes de la génération climat, j’ai tenté de faire ma part, ma minuscule contribution à cette immense tâche qui est celle de sauver la planète. Nous étions des millions dans le monde à changer nos modes de vie afin de faire baisser notre bilan carbone. Au Québec, plus

qu’ailleurs, la sensibilité environnementale a gagné le cœur de milliers de personnes, dont les plus jeunes. Cela s’est vérifié le 27 septembre 2019, lorsqu’à Montréal 500 000 personnes marchaient dans les rues à l’appel des mouvements étudiants québécois. La plus grande marche sur le climat qu’il y ait eu dans le monde ce jour-là se déroulait chez nous.

Mais dans ce même pays, certains ne cernaient pas l’urgence de la situation. Ici même, naissait silencieusement un projet industriel qui se cachait derrière un innocent sigle à 3 lettres : GNL. Il s’agissait d’un projet que des promoteurs souhaitaient voir naître au Québec : 780 kilomètres de pipelines (du nom de Gazoduc) seraient construits pour transporter du gaz naturel issu de la fracturation hydraulique. Traversant le Québec, il aurait comme passage

clé un complexe industriel installé au Saguenay (du nom d’Énergie Saguenay). Des superméthaniers transporteraient ce gaz liquéfié pour l’exporter, en se frayant un chemin à travers le Fjord et le Saint-Laurent. Le projet de 14 milliards de dollars dissimulait surtout un bilan annuel de 50 mégatonnes de Gaz à effet de serre. Et donc, 10 millions de voitures sur nos routes en plus, chaque année.

J’ai pensé alors aux efforts que des milliers de personnes faisaient ici au Québec pour réduire leur bilan carbone et faire progresser notre société vers un modèle plus viable. Tout ce qui était mené par ces milliers de Québécoises et Québécois serait réduit à néant par l’arrivée d’un projet de gaz naturel liquéfié. Planter des arbres, apprendre le compost avec ses enfants, bannir le plastique de sa

maison : quel est le but quand verrait le jour un projet industriel qui émet considérablement plus de GES que nous pourrions économiser par nos actions ?

Et quel message derrière cela ? Comment ne pas y voir une indifférence au sort de la génération climat ? D’une certaine façon, faire la promotion de ce projet industriel en toute connaissance de son effet néfaste massif sur la hausse des GES, c’est dire à notre génération : « Votre avenir et celui de vos enfants passeront après quelques bénéfices à faire. »

Le mouvement qui se lève contre GNL est porté par toutes les classes sociales et tous les âges. La semaine passée, plus de 3 000 mémoires de citoyens et collectifs ont été envoyés au bureau des audiences publiques (BAPE), qui étudie la viabilité d’Énergie Saguenay

(la partie du projet qui concerne le complexe au port du Saguenay)¹. Les Québécois-e-s sont concerné-e-s et le montrent. Et la génération climat est plus que jamais en première ligne : les étudiants manifestent, font connaître le projet. Ils ont créé un site internet, Arrêtons GNL², qui synthétise l’information sur GNL Québec.

GNL Québec, d’ailleurs, n’existe pas. Du moins pas encore. Il s’agit d’une chimère, d’un projet qui n’a pas vu le jour et n’est porté que par les paroles et les promesses de quelques promoteurs et investisseurs. Mais la menace est réelle, car le projet a des chances d’exister. C’est au gouvernement du Québec de rendre son verdict à la fin des consultations publiques. C’est à lui que reviendra la décision définitive: celle d’aider la génération climat du Québec, ou de participer à alourdir son fardeau. 



Et quel message derrière cela ? Comment ne pas y voir une indifférence au sort de la génération climat ? D’une certaine façon, faire la promotion de ce projet industriel en toute connaissance de son effet néfaste massif sur la hausse des GES, c’est dire à notre génération : « Votre avenir et celui de vos enfants passeront après quelques bénéfices à faire. »

FIER DE SOUTENIR L'INFORMATION!

RADIO★BINGO

DE LA MAURICIE

TOUS LES SAMEDIS DÈS 18H

SHAWINIGAN ET TROIS-RIVIÈRES, BRANCHEZ-VOUS AU 92.9
OUEST DE LA MAURICIE, SYNTHONISEZ LE 103.1

103.1

COUNTRY POP

LA GAZETTE DE LA MAURICIE • 17

Les défis de la collectivité

« L'économie sociale c'est d'abord et avant tout, une réponse collective aux défis communs. »
- Site web du Chantier de l'économie sociale

Ce mode de développement a la particularité de mettre le collectif au cœur de l'action entrepreneuriale et de promouvoir l'intérêt commun comme base de toutes activités économiques, avant même le profit. Au Québec, tout un écosystème financier et une culture de l'entrepreneuriat collectif se sont construits autour des coopératives, d'OSBL et des mutuelles, au point où aujourd'hui, l'économie sociale sur notre territoire implique 11 200 entreprises, emploie 220 000 personnes et cumule plus de 47,8 milliards de dollars par année.

Méconnu du grand public, le rôle de l'économie sociale est toutefois de plus en plus valorisé au sein des milieux économiques. Celle-ci investit des secteurs aussi variés que la finance, l'agriculture, la culture, le tourisme, la santé, l'ingénierie, l'assurance, les médias et bien d'autres encore. Avec ses principes et valeurs distinctives, l'économie sociale prend lentement mais sûrement sa place dans l'échiquier du développement socioéconomique, aux côtés du privé et de l'État.

Dans ce dossier, nous cherchons à comprendre dans quelles mesures, les entreprises d'économie sociale répondent aux besoins et aspirations des collectivités, tout en observant les défis propres à ce modèle collectif.



Selon le Conseil Québécois de la Coopération et de la Mutualité, la Loi sur les coopératives du Québec prévoirait des mesures d'intervention pour empêcher la vente des actifs d'une coop sans consultation préalable des membres, comme ce fut le cas pour MEC.

LA VENTE DE MEC

Revoir la Loi sur les Coops

ALEX DORVAL

La vente de MEC, cette coop britanno-colombienne de consommateurs spécialisée dans le commerce au détail d'articles de plein air, a créé une vague d'indignation chez ses membres qui auront tenté - en vain - de faire intervenir les tribunaux pour éviter la transaction des actifs de la coop à des intérêts privés.

Les administrateurs de MEC ont expliqué qu'ils n'auraient pas eu le choix de mettre rapidement la coopérative sous la protection de la Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies sans préalablement aviser les membres des problèmes financiers encourus et amplifiés par le contexte de la crise économique en lien avec la COVID-19.

Selon Gaston Bédard, président-directeur général du Conseil Québécois de la Coopération et de la Mutualité (CQCM), ce type de situation aurait moins de risque de se produire au Québec.

UN CADRE QUÉBÉCOIS PLUS RIGIDE

M. Bédard fait valoir qu'au Québec, la Loi sur les coopératives prévoit une série de mesures d'intervention et recours légaux pour empêcher la vente des actifs d'une coopérative sans le consentement préalable des membres. Il réfère plus spécifiquement à l'article 89 de cette Loi : « Le conseil d'administration ne peut également vendre, louer ou échanger la totalité ou la quasi-totalité des biens de la coopérative, hors du cours normal de ses affaires, sans y être autorisé par un règlement adopté aux trois quarts des voix exprimées par les membres ou représentants présents à une assemblée générale. » - Extrait de l'article 89 de la Loi sur les coopératives.

M. Bédard indique que le CQCM joue un rôle de « répondant » face au gouvernement et qu'il revient uniquement au Ministère de l'Économie et de l'Innovation de faire respecter la Loi sur les coopératives et d'intervenir en cas d'infraction.

UNE QUESTION DE PRINCIPES

La vente des actifs d'une coopérative à des intérêts privés soulève toutefois des interrogations, au-delà du cadre légal, quant aux moyens dont disposent les instances coopératives pour assurer que la gouvernance de l'entreprise respecte les valeurs et principes de la coopération.

Dans le cas de MEC, il semble que l'administration a outrepassé quelques principes et valeurs coopératives, à commencer par le non-respect du pouvoir démocratique des membres et le manque de transparence face aux difficultés financières encourues par l'entreprise.

Bien qu'au Québec, la Loi sur les coopératives soit plus rigide pour prévenir ce genre de dérive administrative, M. Bédard convient qu'il y a « place à l'amélioration ». Il indique à ce sujet que le gouvernement a récemment donné le feu vert à son organisme pour revisiter la Loi sur les coopératives. Le CQCM travaille donc actuellement avec divers experts et coopérant.e.s dans le but de faire évoluer le cadre législatif et répondre à certains enjeux.

L'ENJEU DU CONTRÔLE

« On est pris entre le contrôle et la confiance envers les membres », nous confie M. Bédard. Les coopératives étant des entreprises souveraines, la nécessité d'avoir une forme d'autorité externe au membrariat pouvant intervenir lorsque les principes et les grandes valeurs de la coopération sont ignorés est depuis longtemps source de débat dans le milieu.

M. Bédard semble pour sa part préconiser une approche axée sur l'éducation et la promotion des principes coopératifs plutôt que de créer un cadre de régulation trop rigide. Il affirme valoriser « la confiance envers les membres » et souligne l'importance de sensibiliser les coopérant.e.s à « faire vivre la vie associative » au sein de leurs entreprises. 📌



Économie sociale et église, un heureux mariage !

LYNN O'CAIN

DIRECTRICE GÉNÉRALE DU PÔLE D'ÉCONOMIE SOCIALE MAURICIE

L'économie sociale existe au Québec depuis d'un siècle. Ce modèle d'affaires a su créer des solutions innovantes en réponse aux impacts provoqués par différentes crises politiques, sanitaires et économiques. Les artisan.e.s de cette économie inclusive aspirent à un monde meilleur où l'humain prime sur le profit. Mais, l'omniprésence du profit, l'enrichissement individuel, la mondialisation des marchés et le capitalisme font toujours de l'ombre à ce modèle entrepreneurial qui a comme ambition de mettre l'économie au profit de l'humain.

Nous avons fait des avancées formidables depuis les 25 dernières années pour faire connaître et reconnaître la contribution de l'économie sociale dans le développement socioéconomique du Québec. Ce modèle de développement est propice à la prise en charge, la résilience, la participation citoyenne. Des facteurs déterminants dans la pérennité d'un projet.

Il est essentiel de transformer cet enjeu en occasion de mobilisation afin de réinventer le patrimoine. L'économie sociale peut favoriser la recherche de solutions innovantes afin d'en faire des projets collectifs et donc un levier pour dynamiser les communautés.

Ceci ne peut se faire sans secousses, car la charge émotive qu'évoque la fermeture, la vente, la transformation ou la démolition d'une église est bien présente. Il est malheureux de constater que nous impliquons très peu la communauté dans la réflexion entourant l'avenir des églises. Nous savons également que personne ne veut se lancer dans un gouffre financier en maintenant à tout prix une église uniquement comme lieu de culte.

Des projets de reconversion ayant mobilisé la communauté ou réalisés dans un processus transparent et inclusif sont encore trop peu nombreux et mal connus. Pourtant, certains sont fortement inspirants : bibliothèque, centre de la petite enfance, lieu de diffusion, centre d'escalade, culture de légumes, etc.

DES CONDITIONS À METTRE EN PLACE

Mais, pour y arriver, certaines conditions s'imposent et l'entrepreneuriat collectif peut contribuer à les mettre en place parce que ce modèle d'affaires mise sur la prise en charge individuelle et collective et qu'il ne recherche pas le profit à tout prix, mais plutôt la viabilité au service d'une rentabilité sociale.

D'abord, il faut informer et sensibiliser la communauté face aux enjeux de survie de leur église, de façon transparente et bienveillante. Ensuite, face à l'état de situation, il est essentiel de consulter et impliquer tous les acteurs de la communauté dans la recherche de solutions. En collaboration avec les municipalités, la Fabrique et les partenaires du milieu, il faut documenter les besoins de la communauté afin d'explorer les arrimages possibles entre ces besoins et l'usage de l'église. Il est important de ne pas bousculer les démarches de requalification des églises et prévoir du temps pour informer, consulter, mobiliser et impliquer la communauté. Les projets à succès sont ceux qui ont obtenu l'acceptabilité sociale de la communauté. Il est donc nécessaire d'avoir un appui fort de son milieu pour assurer la réalisation et la pérennité d'un projet. Dans certains cas, pour maximiser l'acceptabilité sociale, il est intéressant de miser sur une mixité des usages de l'église afin de conserver un espace pour la pratique du culte.

Il s'agit d'un vaste chantier, mais si nous entamons le dialogue pour créer des espaces de collaboration nous pourrions y voir naître des initiatives innovantes dans les prochaines années. 📌



Le conseil d'administration de Coopsco Trois-Rivières a mis sur pied un Comité d'éducation pour promouvoir le modèle coopératif

L'ÉDUCATION COOPÉRATIVE

Un principe difficilement applicable ?

LAURA LAFRANCE

Selon l'Alliance internationale de la coopération (International Co-operative Alliance), une coop se doit de respecter sept principes afin de mettre en pratique les valeurs centrales de démocratie, d'équité et de solidarité. Le cinquième principe provenant de la Déclaration sur l'identité, les valeurs et les principes coopératifs, stipule qu'il revient aux coopératives elles-mêmes d'éduquer leurs membres et de les former de façon à ce qu'ils et elles puissent contribuer au développement de la coopération. Il serait aussi le devoir des coopératives d'informer la population à propos de la nature et des bénéfices liés à cette forme juridique.

Il semble toutefois difficile sur le terrain d'appliquer le principe d'éducation au sein des coops, puisque l'éducation des nouveaux membres ne peut se limiter simplement à l'autodidaxie et que la responsabilité de former des « bons coopérants » incomberait uniquement aux dirigeants. Dans l'éventualité où le groupe dirigeant manquerait de temps ou d'expertise ou encore ne désirerait simplement pas partager le pouvoir (autre grand principe coopératif), comment le milieu de la coopération peut-il assurer que les membres en devenir d'une coop reçoivent des informations et une éducation objective ? Le principe d'éducation au sein d'une coopérative remis ainsi entièrement entre les mains des administrateurs ne marquerait-il pas les limites de ce modèle ?

L'ÉTAT DE LA SITUATION CHEZ COOPSCO TROIS-RIVIÈRES

Jason Rivest, président de Coopsco Trois-Rivières, avance que faire de la formation sur les principes du modèle coopératif est une obligation légale que son entreprise respecte à différents niveaux. En effet, ce dernier souligne qu'au niveau local, les membres de la coopérative bénéficient d'une formation à cet égard lors de leur assemblée générale annuelle : les 85 000 membres de la coopérative y sont invités.e.s. Le conseil d'administration de Coopsco Trois-Rivières a mis sur pied un Comité d'éducation coopérative pour promouvoir ce modèle économique. M. Rivest explique que la coop offre également, à chaque rentrée, des séances d'informations à la communauté étudiante de l'UQTR et des Cégeps. Le président ajoute que « la coopérative fait partie d'une fédération qui offre elle-même de la formation sur notre modèle. »

Le Conseil québécois de la coopération et de la mutualité (CQCM), auquel est affilié Coopsco Trois-Rivières, engage des individus pour faire la promotion des avantages et des distinctions du modèle coop auprès des jeunes de 5 à 35 ans. M. Rivest fait valoir que Coopsco est membre de Coopératives et mutuelles Canada (CMC) et de

L'Alliance coopérative internationale, soit deux instances qui ont pour but d'éduquer la population sur les principes du modèle coopératif.

LES LIMITES DU MODÈLE

L'Institut de recherche et d'éducation pour les coopératives et les mutuelles de l'Université de Sherbrooke (IRECUS) publiait en 2012 le livre Sens et pertinence de la coopération : un défi d'éducation. Les auteurs et autrices, issue.s du milieu universitaire, expliquent que « le rôle de l'éducation à la coopération à l'intérieur d'une telle organisation entrepreneuriale ne se limite surtout pas à présenter son cadre normatif de principes et de valeurs, mais à l'utiliser pour renouveler continuellement la vision coopérative de l'être humain et de ses liens avec sa collectivité. » La coopérative étant comme « une école où les membres apprennent [...] à humaniser ses différentes activités toujours plus complexes », il semble pour les auteurs.trices qu'il faille constamment repenser l'aspect éducatif au sein d'une coop afin de s'assurer qu'il soit toujours accessible et actuel. 📌

SOURCES DISPONIBLES sur notre site gazettemauricie.com

« Soutenons les entreprises d'économie sociale dans Berthier-Maskinongé. Elles sont menées à bout de bras par des gens ayant à cœur l'épanouissement de nos communautés. Soyons-en fiers ! »



YVES Perron
DÉPUTÉ DE BERTHIER-MASKINONGÉ

343, avenue Saint-Laurent, Louiseville (Québec) J5V 1K2
819 228-1210 / 1 866 311-1210 yves.perron@parl.gc.ca | yvesperron.quebec



DÉCHIQUETAGE MOBILE DISPONIBLE!



GROUPE rcm
COLLECTE, TRI ET DÉCHIQUETAGE

On s'en occupe... chez vous

2390, rue Louis-Allyson
Trois-Rivières
819 693-6463
www.groupercm.com

ENTRETIEN AVEC ALAIN DENEULT

Le modèle coopératif est-il plus vertueux ?

LOUIS-SERGE GILL

QUESTIONS

(GM) À l'orée du mois de l'économie de sociale, les coopératives et les entreprises solidaires seront à l'avant-plan. De votre point de vue de philosophe, qu'est-ce que le modèle coopératif propose qui n'est pas proposé ailleurs ?

(AD) Le modèle coopératif ne cherche pas à tout prix la croissance en tablant sur l'exploitation d'un personnel. Le modèle capitaliste classique incarné par la multinationale prend prétexte des filières d'activité rentables pour profiter de la vulnérabilité d'un personnel, surtout en Asie, afin de faire croître un capital déjà pharaonique. Dans le cadre idéologique contemporain, la coopérative peut consister en un mode de résistance même si elle ne révolutionne rien.

(GM) À l'opposé, qu'est-ce qui rend ce modèle analogue à celui d'autres entreprises plus traditionnelles en ce qui a trait à la responsabilité sociale, fiscale, politique et environnementale ? Plus spécifiquement, quelles critiques pouvons-nous formuler à l'endroit du modèle coopératif ?

Une coopérative aura moins tendance à pratiquer l'évitement fiscal ou à

recourir à des méthodes polluantes dans la mesure où elle est administrée par des acteurs sociaux qui occupent le territoire où elle se trouve et partagent la destinée de leur communauté. Cela dit, elle ne fait l'objet d'aucun contrôle démocratique par l'ensemble de la collectivité qu'elle concerne bien qu'en certains contextes, tous puissent se sentir concernés à un titre ou à un autre par ses décisions, et rien ne la met à l'abri d'un appétit vénal démesuré, selon qui la contrôle. Aussi, son rôle risque fort de se limiter parfois à une fonction complémentaire de l'activité capitaliste de grande échelle, et de s'inscrire de plain-pied dans le modèle hégémonique. Mais toutes ces questions ne concernent pas spécifiquement les sociétaires de coopératives, mais l'ensemble de la citoyenneté.

(GM) En ces temps de pandémie, les gouvernements insistent plus que jamais sur l'achat local (on pense au Panier bleu au Québec), existerait-il dans la culture entrepreneuriale ou économique, un équivalent du « green washing » en environnement, soit une sorte de « blanchiment par la vertu » ? Sous quelle forme pouvons-nous observer ce phénomène ?

(AD) On ne peut pas se satisfaire d'étiquettes. L'activité locale, si elle est injuste, inéquitable, polluante, voire mafieuse et criminogène, ne saurait satisfaire personne. Aussi, les autorités publiques qui la soutiennent doivent avoir en la matière un minimum de sérieux. Le premier ministre Legault a fait fortune dans le tourisme de masse, une des causes principales de la pandémie actuelle, tout en se présentant dans le cadre d'élections comme un paragon du capitalisme mondialisé. Comme ministre responsable de la recherche, il a conduit une politique

désastreuse consistant à mettre en concurrence les universités les unes contre les autres, en abordant la recherche strictement comme l'affaire d'un marché. Doit-on rire ou pleurer quand c'est à lui qu'il revient aujourd'hui de plaider pour la solidarité et l'engagement local ?

(GM) Existe-t-il, dans le monde des transactions boursières et financières, des comportements ou des politiques que l'on pourrait juger vertueux ? Que serait la vertu appliquée à l'économie, aux échanges qui nous lient les uns aux autres ?

(AD) L'économie ne consiste pas en l'élaboration et en l'usage de tous ces instruments dans son principe. Elle consiste à trouver des façons, sur des échelles sensées, à articuler de manière pertinente et valable des relations. Des relations entre, d'une part, des talents, des dispositions, des forces, des désirs, des capacités, et, d'autre part, des besoins, des aspirations, des défis. Considérer que l'économie se réduit à une course effrénée vers le profit privé relève d'une perversion. 📺

Auteur d'une série d'essais philosophiques sur l'économie, Alain Deneault était de passage à la Librairie L'Exèdre à l'automne 2019 où il a accordé une entrevue à Christian Bouchard.

Rendez-vous sur la version web de l'article pour écouter ce balado, enregistré dans le cadre du lancement du premier essai de la série, intitulé L'Économie de la nature.



S'habiller local, c'est génial.

Découvrez
Vêtements L
343, rue des Forges
819 379-8690

Votre boutique de vêtements et accessoires mode au centre-ville

TRès
Trois-Rivières

TReslocal.ca

20 • LA GAZETTE DE LA MAURICIE

LA CAISSE D'ÉCONOMIE SOLIDAIRE DESJARDINS

Une Caisse à part



Dans un univers hautement compétitif comme le secteur financier, offrir dans sa gamme de portefeuilles de placements un produit ne générant aucune plus-value monétaire pour celles et ceux qui les acquièrent pourrait paraître plutôt exceptionnel. Que cette opportunité soit présentée comme avantage comparatif par rapport à la concurrence et constitue un élément de promotion de l'institution aurait également de quoi étonner.

JEAN-CLAUDE LANDRY

Pourtant une telle opportunité existe réellement et elle est offerte par une institution financière elle-même d'exception, la Caisse d'économie solidaire dont l'origine remonte aux luttes ouvrières des années 20. Deux caisses populaires avaient alors été fondées, l'une à Québec, l'autre à Montréal, pour regrouper les épargnes des membres de la Confédération des travailleurs catholiques du Canada, l'ancêtre de l'actuelle CSN.

ANCRÉE DANS LE TERRITOIRE

Près de 100 ans plus tard, la Caisse compte un membrariat des plus diversifiés : groupes féministes, écologistes, de défense de droits, coopératives d'habitation, Premières Nations, citoyens engagés, associations étudiantes et organisations syndicales bien sûr. Pas étonnant que la Caisse d'économie solidaire soit maintenant, au Québec, la principale institution financière des mouvements sociaux. Une institution qui couvre l'ensemble du territoire québécois d'est en ouest et du sud au nord, jusqu'au Nunavik où des services de Caisse sont offerts dans 14 communautés de ce vaste territoire.

Plus de 15 000 membres, 2,2 \$ milliards de volume d'affaires et un actif s'élevant à 1.1\$ milliard, aussi impressionnants que soient ces chiffres, c'est sa mission et sa philosophie de gestion qui fait de la Caisse une institution financière bien particulière.

« Donner du sens à l'argent », « Être une banque sociale », « Faire de la banque autrement », « Fabriquer de la richesse collective », il y a peu de chances d'entendre des expressions du genre dans les assemblées statutaires ou dans les rapports annuels des institutions financières conventionnelles. Des expressions qui font pourtant partie du langage courant des dirigeants de la Caisse d'économie solidaire. Du langage, mais aussi du geste, comme en témoignent certaines initiatives sociales et financières propres à cette institution.

En soutien à l'action collective la Caisse s'est dotée d'une pratique et d'instruments financiers témoignant de son caractère nettement distinct dans le monde de la finance et de l'épargne. Distinct par le choix collectif qu'ont fait, dès les débuts, les membres de délaissier la ristourne individuelle pour la canaliser dans des projets collectifs. Distinct par la mise en place de L'Épargne solidaire, cette offre permettant aux membres de donner un rendement social à certains de leurs placements en renonçant aux intérêts générés pour plutôt alimenter un Fonds de soutien à l'action collective solidaire auquel peuvent recourir des emprunteurs à la recherche d'un crédit socialement responsable. Distinct par cette volonté constante de soutenir

**« Donner du sens à l'argent »,
« Être une banque sociale », « Faire de la banque autrement »,
« Fabriquer de la richesse collective »,
il y a peu de chances d'entendre des expressions du genre dans les assemblées statutaires ou dans les rapports annuels des institutions financières conventionnelles. Des expressions qui font pourtant partie du langage courant des dirigeants de la Caisse d'économie solidaire.**

le développement de l'économie sociale et solidaire en misant d'abord sur l'entrepreneuriat collectif et une ouverture manifeste aux initiatives et projets d'affaires provenant des milieux communautaires, coopératifs, culturels, associatifs et, bien évidemment, syndicaux.

La Caisse déploie ses activités dans une économie de plus en plus financiarisée et dans le contexte d'une importante démarche de centralisation du Mouvement Desjardins. Une centralisation qu'il doit harmoniser avec les obligations



La Caisse d'économie solidaire Desjardins, dont l'origine remonte aux luttes ouvrières des années 20, déploie ses activités dans une économie de plus en plus financiarisée et dans le contexte d'une importante démarche de centralisation du Mouvement Desjardins.

démocratiques liées à son statut coopératif. Une démarche qui, au surplus, ne se fait pas sans heurts dans les communautés concernées où on s'interroge sur la véritable volonté d'ancrage locale du Mouvement. Face à un tel contexte, continuer à « Faire de la banque autrement » représente un défi de taille.

On perçoit d'ailleurs comme une inquiétude à ce propos dans le plus récent rapport de M. Gérald Larose qui, depuis douze ans, présidait les destinées de la Caisse d'économie solidaire. On peut

y lire : « Cette tendance lourde [centralisation accrue] fait en sorte qu'il est de plus en plus difficile pour notre Caisse solidaire de maintenir son originalité, sa créativité, son espace vital ... Je quitte donc le poste de président rempli d'espoir et surtout avec l'assurance que Desjardins fera le nécessaire pour assurer le plein épanouissement du potentiel de la Caisse d'économie solidaire. Nous vous en ferons rapport. »

Une évolution qu'ont intérêt à suivre de près celles et ceux qui ont le souci du bien commun !

Cuisiner local, c'est génial.

Découvrez
La Pause Magique
Commandez en ligne : lapausemagique.com
819 944-9184

Vos repas et collations
santé prêts à cuisiner,
qui vous simplifient la vie

TReslocal.ca

TRÈS
Trois-Rivières

LA GAZETTE DE LA MAURICIE • 21

L'OUVRAGE – CENTRE D'INNOVATION BIOALIMENTAIRE

IDETR fait appel au service d'une coop d'ingénierie

Un centre d'innovation bioalimentaire verra le jour à Trois-Rivières à l'été 2021. L'organisme Innovation et Développement Économique Trois-Rivières a retenu les services de la coopérative d'ingénierie Alte pour assurer la faisabilité technique du projet et le respect des principes du développement durable tout au long de son cheminement.

AGATHE GENTILI

UN CENTRE D'INNOVATION BIOALIMENTAIRE POUR TROIS-RIVIÈRES
Innovation et Développement Économique Trois-Rivières (IDETR), annonce la création d'un centre d'innovation bioalimentaire à l'été 2021. Ce centre, nommé L'Ouvrage, sera situé au centre-ville de Trois-Rivières sur la rue Saint-Georges, dans les locaux de l'ancienne entreprise Germain et Frères. Le bâtiment industriel n'était plus utilisé et il est en cours de rénovation afin d'accueillir le projet. Il permettra la transformation et la commercialisation des produits et mettra en avant des méthodes et expertises innovantes dans les domaines de l'agroalimentaire et de l'agriculture urbaine.

LA PARTICIPATION D'UNE ENTREPRISE À FINALITÉ SOCIALE

Les services de la coopérative d'ingénierie Alte ont été retenus dès la phase de planification du projet de centre d'innovation bioalimentaire. Leur mandat était en partie de recommander la transformation du bâtiment industriel inoccupé dans le respect des principes de durabilité et d'efficacité énergétique. L'implication précoce d'une entreprise qui a pour mission de promouvoir des valeurs sociales et écologiques dans un projet d'envergure confirme l'intérêt grandissant pour ces formes d'entrepreneuriat.

L'existence d'une coopérative de travailleurs dans le domaine de l'ingénierie montre également que le choix d'un modèle collaboratif et innovant est possible dans tous les secteurs. En tant que coopérative, Alte défend des principes tels que l'autonomie décisionnelle, la répartition horizontale des pouvoirs entre les membres et une flexibilité du travail. Au-delà de ces avantages inhérents à sa forme juridique, l'entreprise milite en faveur d'une implication dans son milieu et d'une redistribution des surplus pour développer l'autonomie des communautés.

UN MODÈLE COLLABORATIF ET VERSATILE

Si le modèle des coopératives n'est pas nouveau au Québec - les

premières caisses du mouvement Desjardins datent de 1900 -, il a certainement démontré sa capacité d'adaptation. En effet, il répond aux besoins changeants des membres et aux évolutions sociétales qui, on le voit avec la pandémie, sont parfois difficilement prévisibles. Le modèle coopératif en offrant la possibilité d'une collaboration équilibrée entre les

différents acteurs d'un même projet répond à des besoins de souplesse et de transparence des milieux de travail de plus en plus importantes. 

SOURCES DISPONIBLES sur notre site gazettemauricie.com



* Maquette à titre indicatif seulement.

Pour plus de contenu,
Visitez-nous au
www.gazettemauricie.com

la gazette
DE LA MAURICIE

Offrir local, c'est génial.

Découvrez
Il était une fleur
160, boulevard Sainte-Madeleine
819 378-6846 • iletaitunefleur.ca

Votre fleuriste et marchand de bonheur pour toutes les occasions

TReslocal.ca

TRÈS
Trois-Rivières



ENTREPRENEURS SOCIAUX

Ces héros des temps modernes

L'entrepreneur social est un réel baume sur nos sociétés. Qui sont ces héros des temps modernes? Qui sont ces gens qui se dévouent corps et âme à améliorer nos milieux de vie? Et surtout, en quoi sont-ils différents?

ÉTIENNE DESFOSSÉS

COLLABORATION SPÉCIALE -
ZONE CAMPUS

Le rôle de l'entreprise n'est que de réaliser le profit. Affirmation brute qui fait mal. Milton Friedman, en 1970, balançait cette rengaine, comme un pavé dans la marre, qui a fait verser beaucoup d'encre à l'époque. À l'inverse, en 2019, la Business Roundtable, organisation réunissant les plus grandes entreprises états-uniennes, publiait sa Déclaration sur l'objet d'une société (traduction libre). Les PDG des grandes entreprises y expliquaient leur vision de l'entreprise, comme un réseau dont il faut prendre soin, des fournisseurs aux clients. Alors que les PDG commencent à laisser entrevoir la possibilité d'une certaine responsabilité sociale, certains individus de nos sociétés y sont déjà bien habitués : les entrepreneurs sociaux.

MAIS QU'EST-CE QU'UN
ENTREPRENEUR SOCIAL?

Un entrepreneur social, c'est toutes sortes de choses. C'est la personne

qui siège sur les conseils d'administration d'organismes à caractère social, mais c'est aussi la personne qui sert la soupe tous les midis à la soupe populaire. C'est l'universitaire qui crée une clinique d'impôts, mais aussi le créateur d'une campagne pour lever des fonds pour une cause sociale. Bref, nous sommes entourés d'entrepreneurs sociaux. Si je me permets d'emprunter les mots de l'économiste Joseph A. Schumpeter, «entreprendre consiste à changer un ordre existant». Ainsi, l'entrepreneur social sous-tend à une volonté de changer l'ordre social existant.

On a d'ailleurs besoin de plus d'entrepreneurs sociaux, de davantage de ces gens qui remettent en question nos sociétés et prennent action pour les modifier. Ce sont des personnes importantes pour nos sociétés; on a d'ailleurs toujours eu des entrepreneurs sociaux, certains plus connus que d'autres. Alphonse Desjardins, par exemple, a permis à des milliers d'agriculteurs de subvenir à leur foyer, en les munissant de machinerie nécessaire à leur exploitation agricole.

*On a besoin
de plus
d'entrepreneurs
sociaux, de
davantage de
ces gens qui
remettent en
question nos
sociétés et
prennent action
pour les modifier.*

Cet entrepreneuriat social passera à travers les âges pour devenir le Mouvement Desjardins comme on le connaît aujourd'hui. Bien plus qu'outiller les agriculteurs, M. Desjardins a donné des moyens au Québec rural de sortir de la pauvreté. Il a permis le

développement du Québec moderne. Tous les entrepreneurs sociaux ne sont pas à aussi grande échelle, mais il s'agit d'un exemple fort inspirant.

DE L'ENTREPRENEURIAT À
L'ENGAGEMENT SOCIAL

Pour ce qui est de l'engagement social, petit frère de l'entrepreneuriat social, c'est près de 1,96 milliard d'heures bénévoles qui sont effectuées et 12,8 milliards de dollars de dons annuellement au Canada, selon la Chaire de leadership en enseignement en engagement social de l'Université Laval. Le bénévolat a un énorme impact dans notre société. Or, celui-ci n'est pas pris en compte dans notre société. Par exemple, il n'est pas comptabilisé au produit intérieur brut (PIB), même s'il est créateur d'une grande valeur. Une autre mesure paradoxale est que nous reconnaissons les dons comme société en les incluant dans nos rapports d'impôts, ce qui donne droit à des déductions. Toutefois, les heures bénévoles n'y sont pas incluses. Pourtant, ces heures ont une valeur! Il faudrait remplacer ses bénévoles s'ils n'existaient pas! C'est

en se prêtant à un exercice théorique que l'on comprend l'importance de ses heures bénévoles. À un salaire minimum (actuellement de 13,10\$), ces heures valent 25,67 milliards de dollars. C'est ainsi dire qu'il faudrait tripler les dons de bienfaisance si l'on souhaitait remplacer ses heures de bénévolat.

L'entrepreneuriat et l'engagement social ont deux caractéristiques semblables; les gens qui s'y adonnent ont généralement une grande foi par rapport à l'humanité. Ils ont une profonde croyance que leur travail peut changer les choses, comme une petite contribution au monde. Dès lors, pourquoi ne pas plus valoriser le bénévolat? Valoriser l'engagement social? Nos entrepreneurs sociaux?👉

ZONE
CAMPUS

PRÉVENTION SUICIDE

Nouveau service numérique

L'Association québécoise de prévention du suicide (AQPS) lançait à la mi-octobre son nouveau service numérique. Selon le directeur général Jérôme Gaudreault, la présence Web est essentielle puisque « ça crée une distance nécessaire » pour intervenir auprès de certaines personnes.

suicide.ca propose un service d'intervention par clavardage avec des intervenants, offert depuis un ordinateur, du mercredi au dimanche, de 16 h à 23 h. Elle propose également une tonne d'informations pratiques pour aider les personnes qui pensent au suicide, les proches et les endeuillés.

« Ce service va nous permettre de rejoindre les personnes isolées, celles qui ont de la difficulté à s'exprimer à l'oral pour diverses raisons et qui sont plus à l'aise à l'écrit. », fait valoir M. Gaudreault.

UN SERVICE COMPLÉMENTAIRE

M. Gaudreault spécifie que le service numérique s'inscrit en complémentarité avec les services téléphoniques déjà en place depuis longtemps.

Ligne québécoise de prévention du suicide : 1 866 APPELLE (277-3553).

Ce service est disponible partout au Québec, 7 jours sur 7, 24 heures sur 24.

D'autres services numériques à venir.

PARTENAIRE FINANCIER :

Ministère de la Santé et des Services sociaux

PARTENAIRES CLINIQUES
DU VOLET INTERVENTION :

Centre de prévention du suicide du SLSJ - CPS 02
Suicide Action Montréal
Centre de prévention du suicide de Québec
#PréventionSuicide



suicide.ca
aider • informer • prévenir

**Nouveau Service
numérique québécois
en prévention
du suicide**

Une initiative de **AQPS** Association québécoise de prévention du suicide



Savourer local,
c'est génial.

Découvrez
Le Brasier 1908
225, rue Saint-Georges
873 387-1908 • brasier1908.com

Votre resto au menu inspiré du
sud des États-Unis et du Québec,
en livraison et pour emporter

TReslocal.ca

TRÈS
Trois-Rivières

LA GAZETTE DE LA MAURICIE • 23

SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE

La Tête dans les Nuances - Épisode 1

ÉPISODE 1 - SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE : MYTHES & RÉALITÉ

Les invités : André Lamontagne - ministre de l'Agriculture des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec, Patrick Mundler - professeur et chercheur à la Faculté d'agronomie de l'Université Laval, Raphaël Fort – apiculteur et propriétaire de Miel des Trois-Rivières, et Francis Desrochers – copropriétaire chez IGA des Chenaux, Famille Paquette.

Pour écouter la table ronde d'une heure et les entrevues individuelles avec nos invités, rendez-vous sur latetedanslesnuances.com ou sur votre plateforme de prédilection (Spotify, Apple Podcast, Deezer, etc.)

ALEX DORVAL

La diversification ! C'est le mot qui me vient à l'esprit à la réécoute de ce premier épisode. Affirmer notre souveraineté alimentaire en 2020 reviendrait principalement à se donner les moyens de diversifier nos modèles agricoles pour tendre vers une plus grande biodiversité du territoire agricole québécois ainsi que vers une alimentation saine et variée.

Cette notion de territoire est revenue à plusieurs reprises dans les interventions de M. Mundler, mais également dans celles du ministre Lamontagne et de M. Fort. L'apiculteur soulignait l'importance de protéger les fermes familiales qui constituent selon lui une « valeur patrimoniale » au cœur des paysages et de l'identité rurale du Québec.

Le professeur Mundler fait valoir à ce titre qu'il faille également reconnaître l'agriculture au-delà sa fonction nourricière.

« L'agriculture, ça sert à nourrir les gens, mais aussi à occuper le territoire, entretenir les paysages, produire du lien social dans les communautés rurales. »

VOLONTÉ POLITIQUE ET SOCIALE

Pour Patrick Mundler, le défi de la souveraineté alimentaire du Québec passe par notre volonté politique et sociale à privilégier des secteurs agricoles plus variés et plus résilients sur le plan écologique. Selon lui, « il faut encourager ce qui va dans le sens que nous souhaitons et freiner ou ralentir ce qui ne correspond pas à nos aspirations ».

STRATÉGIE D'ACCOMPAGNEMENT POUR STIMULER L'ACHAT LOCAL

Quelques jours avant l'enregistrement de l'épisode 1, le ministre Lamontagne dévoilait sa Stratégie nationale d'achat d'aliments québécois qui exige

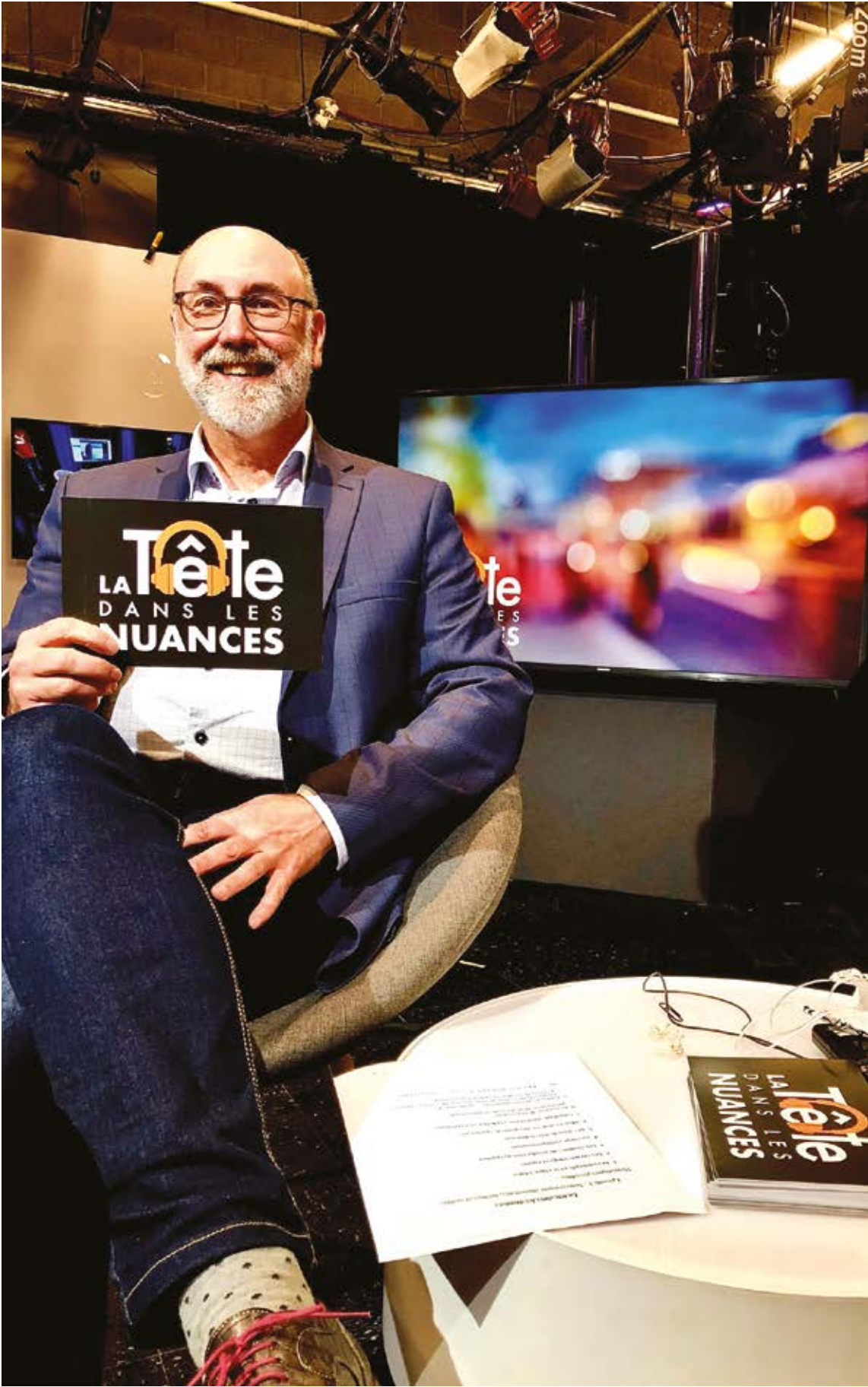
des institutions publiques (Hôpitaux, écoles, etc.) qu'elles se dotent d'ici 2023 d'objectifs afin d'augmenter la part d'aliments québécois dans leurs cafétérias.

Cette stratégie semblant être plutôt « de l'ordre du souhait », notre animateur n'a pas manqué de questionner le ministre sur l'efficacité d'une telle stratégie. La réponse du ministre lors de l'émission demeure plutôt insatisfaisante, mais ce dernier a pu clarifier son propos lorsque nous sommes allés à son bureau pour l'entrevue tête à tête. Puisqu'il serait très difficile selon lui de forcer les choses dans un contexte de libre-échange, son ministère a opté pour une approche par accompagnement. Le ministre Lamontagne cite en exemple le travail de son équipe qui a collaboré avec l'Hôpital Sainte-Justine où la réduction du gaspillage alimentaire a permis de libérer un budget et de l'attribuer à l'achat d'une plus grande proportion de produits alimentaires québécois.

PLUS ENCORE...

En plus de la souveraineté alimentaire, nos invités ont abordé plusieurs autres enjeux de l'actualité agricole et alimentaire, tels que la place des produits québécois chez les grands épiciers, l'identification des aliments du Québec, la valorisation de l'approvisionnement en circuit court, la diminution des fermes familiales, les modèles de production sous gestion de l'offre, le soutien à la relève agricole, les pratiques d'agriculture durable et le morcellement des terres. Notons par ailleurs que 2020 souligne le 40e anniversaire de la Loi sur la protection du territoire agricole, instaurée par le ministre péquiste Jean Garon, sous le gouvernement de René Lévesque.

Plongez avec Robert Aubin et nos invités de ce premier épisode, tête première dans les nuances !



Robert Aubin animait le 7 octobre dernier le tout premier épisode de La Tête dans les Nuances, intitulé Souveraineté alimentaire : mythes & réalité. La Tête dans les Nuances est un balado de réflexions publiques produit par l'équipe de La Gazette de la Mauricie.

Siroter local, c'est génial.

Découvrez
Le Bucafin
920, boulevard du Saint-Maurice
819 376-2122

Café-resto sympathique, repas pour emporter et buanderie libre-service

TReslocal.ca

TRès
Trois-Rivières

Le Communautaire... Un diamant éternel

ÉRIC MORASSE

Collaboration spéciale -
Le Bulletin des Chenaux

À la fin de l'hiver dernier, suite à la crise du Coronavirus, la Corporation de développement communautaire (CDC) des Chenaux a été dans l'obligation d'annuler la 6^e édition de son Gala Florilège qui aurait dû se tenir le 17 mars. Membres et partenaires devaient alors se rassembler à cette occasion pour souligner les réussites du réseau

communautaire de la MRC des Chenaux.

Cet événement devait être le coup d'envoi de la campagne promotionnelle de la CDC des Chenaux, l'« Opération foudre sociale : Le communautaire... un diamant éternel », par la présentation de capsules vidéos mettant en scène les organismes membres et leurs fiertés. On devait également y présenter en grande première une vidéo spéciale, un « teaser » de la

campagne, fait à la manière des films de « James Bond », avec humour et rempli de surprises. Par la suite, les capsules et le « teaser » réalisés par le cinéaste Anthony Hamelin devaient être diffusés sur les réseaux sociaux.

« Or, avec la menace d'une possible deuxième vague à venir cet automne, la CDC a été forcée de se réinventer », de dire le coordonnateur de la CDC, Jean Brouillette. Ainsi, la campagne a bel et bien lieu par la diffu-

sion des capsules promotionnelles sur la page Facebook de la CDC des Chenaux, et ce depuis le mardi 25 août. Une nouvelle capsule est présentée tous les mardis depuis cette date et l'on continuera jusqu'au 12 janvier 2021 afin de diffuser les vidéos des 21 organismes membres de la CDC des Chenaux qui ont participé à la campagne.

La Corporation de développement communautaire des Chenaux n'en est pas à sa première campagne promotionnelle pour son réseau et, encore une fois, elle se démarque avec cette folie et cet humour qui est en passe de devenir une marque de commerce. L'engouement est réel et depuis le lancement du « teaser », le 20 août, cette vidéo a obtenu au-delà de 10 000 visionnements sur la page Facebook de la CDC. On vous y invite afin de la voir, si ce n'est déjà fait, ainsi que les capsules promotionnelles des organismes membres.

À noter que, afin de faire un clin d'œil au Gala Florilège, les animateurs ont récupéré le thème de la soirée du 17 mars, afin de concocter des présentations humoristiques, à la manière de différentes émissions de télé, pour chaque capsule vidéo. Une façon originale de tenir l'événement en mode COVID-19.



Une image prise du « teaser » de la campagne Le communautaire... un diamant éternel avec le coordonnateur de la CDC des Chenaux, Jean Brouillette, dans son rôle de l'Agent B.

JOURNAUX
MENSUELS
D'ACTUALITÉ
LOCALE

LE BULLETIN
des Chenaux

LE BULLETIN
de Mékinac

PORTE-PAROLE
DE LA
COMMUNAUTÉ
DANS LES
MRC DE MÉKINAC
ET DES CHENAU

44, chemin Rivière-à-Veillet
Bureau 220,
Sainte-Geneviève-de-Batiscan
GOX 2R0
819 840-3091
info@lebulletindeschenaux.com
publicite@lebulletindeschenaux.com

TIRAGE : QUESTION À 100\$!

Dites-nous dans quel présentoir vous prenez votre Gazette et courez la chance de remporter 100\$ de bons d'achats dans ce commerce !

Nom complet : _____
Adresse complète : _____

Numéro de téléphone principal : _____
Nom détaillé du commerce (ex. IGA Des Chenaux) : _____

Adresse de retour: 942, rue Ste-Geneviève, Trois-Rivières QC G9A 3X6

Consommer local, c'est génial.

Découvrez
Santé en vrac
Nicolet et Trois-Rivières
sur place et au santeenvrac.com

Votre marché d'alimentation
écologique visant le zéro déchet

TReslocal.ca

TRÈS
Trois-Rivières

Dans le cadre de la campagne Roulons électrique, Environnement Mauricie vous invite à consulter son site Web environnementmauricie.com pour visionner la première de deux capsules vidéos portant sur les mythes concernant les véhicules électriques.



ROULONS ÉLECTRIQUE EN MAURICIE

Le mythe de l'autonomie des batteries

Force est d'admettre qu'en 2020, l'industrie des véhicules électriques a su réfuter la critique à son égard, notamment celle qui a trait à l'autonomie des batteries. Il semble d'ailleurs que les mauriciens soient de plus en plus nombreux à en être convaincus, puisque la région voit croître d'année en année son bassin de propriétaires de voitures rechargeables.

LA GAZETTE DE LA MAURICIE

UNE AUTONOMIE CROISSANTE

Alors qu'en 2012, l'autonomie de batterie n'atteignait qu'entre 35 et 70 km selon les modèles et la saisonnalité, la plupart des nouveaux véhicules sur le marché en 2020 ont une autonomie de 300 km (Hyundai - IONIC) à 400 km et plus (Chevrolet - Bolt). Cette avancée considérable expliquerait en bonne partie la montée en popularité des véhicules électriques.

Selon Sylvain Juteau, président et fondateur de la station de recharge et boutique de bornes de recharge Roulez Électrique, il n'y a plus « aucune raison valable aujourd'hui pour ne pas électrifier tous nos moyens de transport. Ni l'autonomie de la batterie, ni le climat, ni notre positionnement géographique. »

RECHARGER EN MAURICIE

Avec un réseau de bornes bien établi du nord au sud sur les territoires de La Tuque, Matawin, Grandes-Piles, Shawinigan et Trois-Rivières, « l'infrastructure de recharge de la Mauricie répond à la demande », indique Sylvain Bouffard, directeur des communications et affaires publiques chez AddÉnergie, le fabricant shawiniganais des bornes de recharge FLO.

Selon M. Bouffard, le défi auquel font face les électromobilistes n'est pas d'avoir une autonomie de batterie, mais plutôt simplement de « se défaire de l'état d'esprit



Le réseau de recharge en Mauricie et au Québec n'est plus ce qu'il était à la sortie de la première génération de véhicules électriques au tournant des années 2010.

du véhicule à essence et d'appréhender les particularités de la gestion de l'énergie d'une voiture électrique ». La possibilité de recharger sans nécessairement avoir à se rendre à une station transforme ainsi les temps morts d'utilisation de la voiture en occasions pour la brancher.

« 95 % de la recharge se fait à domicile ou au travail », fait également valoir M. Juteau.

À la station Roulez Électrique située au centre-ville de Trois-Rivières, certains clients choisissent même volontairement la recharge standard (6h) plutôt que la recharge rapide (30 min), puisque la durée correspond davantage à leur rencontre d'affaires ou sortie.

Selon les données dont disposent AddÉnergie, les recharges aux bornes des

stations de service seraient d'une moyenne de 20 minutes, ce qui démontre que leur usage est complémentaire qu'elles visent surtout une recharge partielle le temps de se rendre à destination où une recharge complète pourra être effectuée.

Les bornes de recharge rapide permettent d'atteindre jusqu'à 180 km d'autonomie en seulement 20 minutes.

DURÉE DE VIE DE LA BATTERIE

Un autre mythe par rapport aux véhicules électriques est celui qui concerne la durée de vie de la batterie.

Or, M. Juteau affirme que celles-ci ont une durée de vie pouvant s'étendre sur 10 à 20 ans, à condition d'assurer l'entretien nécessaire et les conditions favorables. Le branchement régulier du véhicule

permettrait notamment de maintenir une température adéquate de la batterie et ainsi de prolonger sa durée de vie.

DE PLUS EN PLUS ACCESSIBLE

Des subventions gouvernementales favorisent depuis plusieurs années la transition vers une mobilité durable, tant à ce qui a trait à l'achat du véhicule, qu'aux bornes de recharge. Avec le programme Roulez Vert, les particuliers, entreprises et municipalités peuvent bénéficier d'un rabais allant jusqu'à 8000 \$ à l'achat d'un véhicule électrique neuf (voir aussi le programme incitatif du fédéral pour les véhicules zéro émission).

Un volet du programme permet également aux entreprises d'obtenir jusqu'à 5000 \$ de rabais lors de l'installation de bornes électriques en milieu de travail.

La perception sur l'inaccessibilité financière des véhicules électriques s'atténue au fil des années, alors que les fabricants commercialisent des modèles de plus en plus économiques et performants. M. Juteau cite à cet égard l'exemple du plus récent modèle de Hyundai, la IONIC 2020 qui offre 300 km d'autonomie. L'offre de véhicules électriques d'occasion est aussi en progression avec la venue de nouveaux détaillants sur le marché.

L'électromobiliste québécois peut dorénavant conjuguer son désir de conduire un véhicule moins polluant à celui d'avoir une plus grande autonomie de batterie, en plus de faire des économies d'acquisition, d'usage et d'entretien de sa voiture.

CRÉDITS : DAVID D. DURENE

Déguster local, c'est génial.

Découvrez
Le Temps d'une Pinte
1465, rue Notre-Dame Centre
819 694-4484 • letempsdunepinte.ca

Votre microbrasserie, torréfacteur et bistro en livraison et pour emporter

TRès
Trois-Rivières

TReslocal.ca



En santé comme en éducation, des investissements importants sont nécessaires depuis longtemps.



LES TRAVAILLEUSES ET LES TRAVAILLEURS
DES SERVICES PUBLICS
MÉRITENT DE MEILLEURES
CONDITIONS D'EXERCICE.

